

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 32

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr



ville de sete

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

**Objet : SOUTIEN A L'ACTION DE L'AMF POUR ALERTER SOLENNELLEMENT LES
POUVOIRS PUBLICS SUR LES CONSEQUENCES DE LA BAISSSE MASSIVE DES
DOTATIONS DE L'ETAT – MOTION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Les collectivités locales, et en premier lieu les communes et leurs intercommunalités, risquent d'être massivement confrontées à des difficultés financières d'une gravité exceptionnelle. Dans le cadre du plan d'économies de 50 milliards d'euros qui sera décliné sur les années 2015-2017, les concours financiers de l'Etat sont en effet appelés à diminuer :

- de 11 milliards d'euros progressivement jusqu'en 2017,
- soit une baisse cumulée de 28 milliards d'euros sur la période 2014-2017.

Dans ce contexte, le Bureau de l'AMF a souhaité, à l'unanimité, mener une action forte et collective pour expliquer de manière objective la situation et alerter solennellement les pouvoirs publics sur l'impact des mesures annoncées pour nos territoires, leurs habitants et les entreprises.

L'AMF, association pluraliste forte de ses 36.000 adhérents communaux et intercommunaux, a toujours tenu un discours responsable sur la nécessaire maîtrise des dépenses publiques ; aussi, elle n'en est que plus à l'aise pour dénoncer cette amputation de 30% de nos dotations. Quels que soient les efforts entrepris pour rationaliser, mutualiser et moderniser l'action publique locale, l'AMF prévient que les collectivités ne pourront pas absorber une contraction aussi violente de leurs ressources.

En effet, la seule alternative sera de procéder à des arbitrages douloureux affectant les services publics locaux et l'investissement du fait des contraintes qui limitent leurs leviers d'action (rigidité d'une partie des dépenses, transfert continu de charges de l'Etat, inflation des normes, niveau difficilement supportable pour nos concitoyens de la pression fiscale globale).

La commune de SETE rappelle que les collectivités de proximité que sont les communes et leurs intercommunalités sont, par la diversité de leurs interventions, au cœur de l'action publique pour tous les grands enjeux de notre société :

- elles facilitent la vie quotidienne de leurs habitants et assurent le « bien vivre ensemble » ;
- elles accompagnent les entreprises présentes sur leur territoire ;
- enfin, elles jouent un rôle majeur dans l'investissement public, soutenant ainsi la croissance économique et l'emploi.

La diminution drastique des ressources locales pénalisera à terme nos concitoyens, déjà fortement touchés par la crise économique et sociale et pourrait fragiliser la reprise pourtant indispensable au redressement des comptes publics.

En outre, la commune de SETE estime que les attaques récurrentes de certains médias contre les collectivités sont très souvent superficielles et injustes.

C'est pour toutes ces raisons que la commune de SETE soutient les demandes de l'AMF :

- réexamen du plan de réduction des dotations de l'Etat,
- arrêt immédiat des transferts de charges et des mesures normatives, sources d'inflation de la dépense,
- réunion urgente d'une instance nationale de dialogue et de négociation pour remettre à plat les politiques publiques nationales et européennes impactant les budgets des collectivités locales

Après en avoir délibéré le Conseil municipal

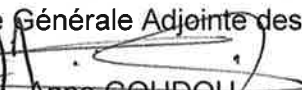
APPROUVE


la motion présentée de soutien à l'action de l'AMF pour alerter solennellement les pouvoirs publics sur les conséquences de la baisse massive des dotations de l'Etat.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 41 – ABSTENTION : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-150

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

FINANCES

Objet : BUDGET EAU 2015 - DECISION MODIFICATIVE N°2- MODIFICATION

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Suite à une erreur technique survenue lors la saisie sur les recettes d'investissement (inversion des montants inscrits au chapitre 13 RAR 2014 et chapitre 16 RAR 2014), il convient de modifier la délibération D-2015-092 relative à la décision modificative N°2 du budget annexe de l'EAU 2015 de la manière suivante :

Section investissement.....	1 826 361.53 €
Section fonctionnement.....	63 964.78 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	1 445 411,52	Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	
Ch. 16	Emprunts et dette assimilés		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	474 461,53
Ch.20	Immobilisations incorporelles		Ch.13	Emprunts et dette assimilés	
	RAR 2014	69 240,33		RAR 2014	89 000,00
Ch. 23	Immobilisations En cours		Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	
	RAR 2014	244 124,19		RAR 2014	1 200 000,00
AP/CP	Op. d'équipements				
11001 Ch. d'eau	RAR 2014	4 685,49			
Ch. 040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	62 900,00	Ch. 041	Opérations Patrimoniales	
Ch. 27	Autres immobilis. Financières		021	Vir. de section d'exploitation	62 900,00
	TOTAL	1 826 361,53		TOTAL	1 826 361,53

EXPLOITATION					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté		Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté	1 064,78
Ch. 011	Charges à carac. général		Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 012	Charges de personnel	1 064,78	Ch. 71	Variation de stocks	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante		Ch. 74	Subvention d'exploitation	
Ch 023	Virem. à section d'investissement	62 900,00	Ch. 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	62 900,00
	TOTAL	63 964,78		TOTAL	63 964,78

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la modification de la décision modificative N°2 du budget annexe de l'EAU 2015

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 34 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services
Secrétariat Général
Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-151

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

FINANCES

Objet : OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE SETE - OPERATION LES TERRASSES SAINT LOUIS - ACQUISITION EN VEFA DE 7 LOGEMENTS - EMPRUNTS A SOUSCRIRE AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - GARANTIE DE LA VILLE A 25 %

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ

Etaient absents : Emile ANFOSSO, Sébastien PACULL, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

Vu, l'opération " LES TERRASSES SAINT LOUIS" : acquisition en VEFA de 7 logements, situé 72 rue Montmorency à Sète,

Vu, l'accord de principe de la Caisse des dépôts et Consignations du 22 janvier 2015 pour financer cette opération par un prêt PLUS CONSTRUCTION et Plus FONCIER ainsi qu'un prêt PLAI CONSTRUCTION et PLAI FONCIER d'un montant total de 506 165 €,

Vu, la lettre du 3 juillet 2015 émanant de l'OPH de Sète sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 25 % de la ville de Sète pour les 4 prêts précités,

Vu, les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu, l'article 2298 du Code civil,

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 18,573 % des recettes réelles de la sections de fonctionnement.

Considérant que l'octroi de cette garantie ne modifie pas ce pourcentage.

Il est exposé ce qui suit :

Article 1 : La commune de Sète accorde sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement de 4 emprunts souscrits par l'OPH de Sète – 14 rue des Lauriers Roses – BP 20149 – 34200 Sète auprès de la Caisse des dépôts et consignations afin de financer l'opération " LES TERRASSES SAINT LOUIS ".

La destination de ces 4 prêts est la suivante :

Prêt PLUS (*Prêt Locatif à Usage Social*) FONCIER de 116 024 €
Financement "acquisition en VEFA de 7 logements"
Montant de la garantie : 29 006 €

Prêt PLUS CONSTRUCTION de 289 350 €
Financement " acquisition en VEFA de 7 logements »
Montant de la garantie : 72 337,50 €

Prêt PLAI (*Prêt Locatif Aidé d'Intégration*) FONCIER de 37 598 €
Financement " acquisition en VEFA de 7 logements »
Montant de la garantie : 9 399,50 €

Prêt PLAI CONSTRUCTION de 63 193 €
Financement " acquisition en VEFA de 7 logements »
Montant de la garantie : 15 798,25 €

Article 2 : Les caractéristiques de ces prêts consentis par la Caisse des dépôts et consignations sont les suivantes :

<u>Prêt PLUS FONCIER</u>	
- Montant du prêt garanti	: 29 006 €
- Durée de la période de préfinancement	: 6 mois
- Durée de la période d'amortissement	: 50 ans
- Durée de différé d'amortissement	: aucun
- Echéance	: annuelle
- Index	: livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel	: taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb (point de base)
- Profil d'amortissement	: amortissement déduit de l'échéance (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.
- Modalité de révision	: double révisabilité limitée (DL)

- Taux de progressivité des échéances : de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du livret A)
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité et le taux d'intérêt révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLUS CONSTRUCTION

- Montant du prêt garanti : 72 337,50 €
- Durée de la période de préfinancement : 6 mois
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Echéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb
- Profil d'amortissement : amortissement déduit de l'échéance (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés)
- Modalité de révision : double révisabilité limitée (DL)
- Taux de progressivité des échéances : de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du livret A)
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité et le taux d'intérêt-révisé puisse être inférieur à 0 % .

Prêt PLAI FONCIER

- Montant du prêt garanti : 9 399,50 €
 - Durée de la période de préfinancement : 6 mois
 - Durée de la période d'amortissement : 50 ans
 - Durée de différé d'amortissement : aucun
 - Echéance : annuelle
 - Index : livret A
 - Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb (point de base)
 - Profil d'amortissement : amortissement déduit de l'échéance (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés).
 - Modalité de révision : double révisabilité limitée (DL)
 - Taux de progressivité des échéances : de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du livret A)
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité et le taux d'intérêt révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI CONSTRUCTION

- Montant du prêt garanti : 15 798,25 €
- Durée de la période de préfinancement : 6 mois
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Echéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
- Profil d'amortissement : amortissement déduit de l'échéance (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés)
- Modalité de révision : double révisabilité limitée (DL)
- Taux de progressivité des échéances : de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du livret A)
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité et le taux d'intérêt révisé puisse être inférieur à 0 % .

Les taux d'intérêt actuariel annuel et les taux annuels de progressivité de ces 4 prêts sont établis sur la base de l'indice de référence (livret A) avec une valeur de 1 % au 22/01/2015. Chacun des taux est susceptible de varier jusqu'à l'établissement du contrat de prêt suite à l'évolution de la valeur de l'indice de référence mais aussi en cas de changement de la réglementation applicable au prêt.

Article 3 : la garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée :

- pour la durée totale des prêts PLUS FONCIER et PLAI FONCIER soit une période d'amortissement de 50 ans
- pour la durée totale des prêts PLUS CONSTRUCTION et PLAI CONSTRUCTION soit une période d'amortissement de 40 ans

et porte sur 25 % de l'ensemble des sommes contractuellement dues au titre de ces 4 prêts par l'OPH de Sète, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant la période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'OPH de Sète pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : En cas de besoin, le conseil municipal s'engage pendant la durée des prêts garantis, à libérer les ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil municipal autorise le Maire ou l'élu délégué à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.


Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ACCORDE sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement des 4 emprunts souscrits par l'OPH de Sète pour financer l'opération "acquisition en VEFA de 7 logements » « LES TERRASSES SAINT LOUIS » selon les conditions précitées,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents se rapportant à la présente.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-152

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

FINANCES

Objet : ASSOCIATION ESCALE A SETE - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
COMPLEMENTAIRE

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyés par les personnes publiques, prévoit la signature de conventions d'objectifs avec les associations qui reçoivent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 €,

VU la délibération D-2014-308 du 15 Décembre 2014, relative à l'attribution de subventions égales ou supérieures à 23 000 euros,

VU l'arrêté portant sur le détachement de M. Wolfgang IDIRI,

VU la délibération D-2015-107 DU 22 Juin 2015, portant sur la mise à disposition de Mme Karine SABATIER auprès de l'association « ESCALE A SETE »,

VU la convention d'attribution de subvention à l'association « ESCALE A SETE »,

Ainsi dans le cadre de son projet politique, la commune souhaite apporter son soutien aux associations répondant à l'intérêt public local.

Le développement de la vie associative répond aux nécessités actuelles de satisfaire des besoins sociaux essentiels et de créer entre les sétois des solidarités plus fortes.

Afin d'accompagner l'association « ESCALE A SETE » qui contribue au mettre à l'honneur le patrimoine maritime languedocien, et consciente de l'intérêt général de cette manifestation, il est proposé d'accorder une subvention complémentaire à l'association permettant de couvrir les frais de personnels mis à disposition par la collectivité, pour un montant de 43 551.95 € au titre de l'exercice 2015.

Cette convention a également pour but de clarifier le cadre juridique des relations financières entre la collectivité et l'association tout en respectant le droit communautaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

le versement d'une subvention de 43 551.95 € à l'association « ESCALE A SETE »

ADOpte

l'avenant n°1 à la convention,

AUTORISE

le Maire ou l'élu délégué à la signer ainsi que tout document s'y rapportant,

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme

Par délégation du Maire,

La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-153

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

FINANCES

Objet : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

Il est proposé au Conseil municipal l'attribution de deux subventions exceptionnelles :

- Classe relais :

Les dispositifs relais participent à la lutte contre l'échec scolaire et à la prévention de la marginalisation sociale. Leur objectif est de favoriser la scolarisation en permettant aux jeunes concernés de trouver une solution scolaire ou pré-professionnelle adaptée.

La commune compte une classe relais rattachée au Collège Victor Hugo, qui accueille des élèves, âgés de 12 à 16 ans, de SETE, FRONTIGNAN, POUSSAN, MEZE et LOUPIAN, relevant de l'obligation scolaire et qui sont entrés dans un processus de rejet de l'institution scolaire. Cela se traduit par des problèmes d'absentéismes, de comportement, d'incivilités ou de refus scolaire.

Afin de permettre le maintien du fonctionnement de cette classe relais, il est proposé d'accorder une subvention de 2000 euros au dispositif, en complément du financement du Conseil Départemental.

- Ligue des Droits de l'Homme :

La Ligue des Droits de l'Homme de la Section de Sète et du Bassin de Thau n'a pu déposer de dossier de demande de subvention pour l'année 2015, compte tenu du renouvellement statutaire de leurs instances locales. C'est pourquoi cette association a sollicité Monsieur le Sénateur Maire afin de bénéficier d'une subvention exceptionnelle lui permettant d'assurer ses activités. En 2014, cette subvention s'élevait à 310 €.

Considérant les activités de la Ligue des Droits de l'Homme, il est proposé d'attribuer une subvention exceptionnelle de 350 € pour l'année 2015.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

AUTORISE le versement d'une subvention de 2000 € destinée au fonctionnement de la classe relais,


AUTORISE le versement d'une subvention de 350 € destinée la Ligue des Droits de l'Homme de la Section de Sète et du Bassin de Thau,

DECIDE que cette dépense sera imputée sur les crédits 2015 du Budget de la Ville

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-154

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

PERSONNEL

Objet : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile SUBITANI Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Considérant que conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de ladite collectivité ; il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Considérant le tableau actuel des emplois de la Ville de Sète,

Considérant qu'il convient de faire évoluer les emplois et effectifs de la collectivité, ceci afin d'adapter l'organisation actuelle des services comme de prendre en compte et de valoriser la technicité des agents et leurs responsabilités croissantes,

Considérant que des emplois devenus vacants (suite à mutation, départs en retraite, nomination après concours, examen ou avancement de grade) seront supprimés lors d'un prochain Comité Technique et feront l'objet d'une délibération d'ajustement du tableau des emplois selon la réalité des postes pourvus,

Il est proposé d'adopter les modifications du tableau des emplois suivantes, avec la création des postes ci-après exposés :

- Filière administrative :
 - ❖ 1 rédacteur principal de 2^{ème} classe, à temps complet,
 - ❖ 4 adjoints administratifs principaux de 2^{ème} classe, à temps complet,
- Filière Technique :
 - ❖ 1 adjoint technique principal de 1^{ère} classe, à temps complet,
 - ❖ 1 adjoint technique de 1^{ère} classe, à temps non complet 28h
- Filière culturelle :
 - ❖ 2 professeurs d'enseignement artistique de classe normale, catégorie A, à temps complet,
 - ❖ 2 professeurs d'enseignement artistique de classe normale, catégorie A, à temps non complet 8h,
- Filière police :
 - ❖ 1 directeur de police, catégorie A, à temps complet,
- Hors filière (budget du CFA/CFP/APP) :
 - ❖ 4 emplois de formateur, à temps complet,
 - ❖ 2 emplois de formateur à temps non complet 28h,
 - ❖ 1 emploi de formateur - coordinateur pédagogique à temps non complet 17h30,
 - ❖ 1 emploi d'assistant pédagogique, à temps complet,

A noter également qu'un volume d'heures de formation sera assuré par des formateurs recrutés ponctuellement, selon les besoins, via des lettres de mission (vacations) ou activités accessoires (pour les activités dont le volume ne s'apparente pas à un emploi).

Il est précisé que certains de ces postes sont susceptibles d'être pourvus par des agents non-titulaires, en application de l'article 3-2 (vacance d'emploi), 3-3-1 (emploi permanent lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires) voire 3-3-2 (emploi permanent lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient) de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, recrutés en référence à l'échelle indiciaire du grade retenu ou en fonction du parcours et de l'expérience du candidat justifiant a minima des diplômes requis pour prétendre audit grade.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE

d'adopter les tableaux des emplois présentés en annexes prenant en compte ces modifications à effet immédiat (dès caractère exécutoire de la délibération),

DIT

que les crédits nécessaires sont inscrits sur le compte 020 64111 du budget de l'exercice en cours et des exercices suivants de la Ville ;

AUTORISE

le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-155

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

EDUCATION

Objet : CARTE SCOLAIRE - PREPARATION DE LA RENTREE 2015-2016 - AVIS DU
CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne PARAIRE - AZAIS Adjointe s'exprime en ces termes :

Dans le cadre de la préparation de la rentrée scolaire 2015-2016, Monsieur l'Inspecteur d'Académie nous a fait connaître les mesures de la carte scolaire qu'il a arrêtées, après avis du Comité Technique Spécial Départemental et du Conseil Départemental de l'Education Nationale réunis le Lundi 4 Mai 2015, à savoir :

- Fermeture du 8^{ème} poste élémentaire sur Lakanal

On ne peut que regretter cette mesure de fermeture de poste, qui peut avoir des conséquences sur la qualité de l'accueil des élèves setois et sur les conditions d'enseignement.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

EMET

un avis défavorable à la fermeture de poste de la carte scolaire prévue pour la rentrée 2015-2016.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-156

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

ACTIONS EDUCATIVES - ENFANCE - JEUNESSE

**Objet : DEMENAGEMENT DE L'ESPACE D'ACCUEIL "LUDOTHEQUE ILE AUX JEUX" –
DEMANDE DE SUBVENTIONS - AUTORISATION DE RECETTES**

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Conception CANDORE-PELIZZA Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

La ludothèque « Ile au jeux », rattachée au Centre Social GABINO, est un espace d'accueil polyvalent pour les familles et les enfants de 0 à 6 ans. Depuis 2012 l'activité de ce service a été développée avec la création d'un Lieu d'Accueil Enfant- parent et l'accueil des professionnelles de la petite enfance.

Les locaux de 81 m2 situés au CANNAS, propriétés de l'Office Public de L'Habitat du Département de l'Hérault, n'autorisent qu'une capacité d'accueil de 20 personnes et ne répondent plus à ce titre aux demandes des familles majoritairement résidentes du quartier.

En outre, malgré les interventions des services compétents et les traitements appliqués dans le cadre des procédures de lutte contre les nuisibles, la collectivité a considéré que le niveau et la récurrence de l'infestation rendaient impropre les locaux aux fins d'occupation prévues et justifiaient

d'une part la délocalisation provisoire des activités d'accueil et d'autre part le déménagement pérenne dans des locaux plus fonctionnels et plus spacieux.

Le projet d'occupation des locaux au LAMPARO, propriétés de l'OPHLM de Sète répond à cette ambition avec notamment :

- une surface utile de près de 140 m²,
- la possibilité d'aménager une salle d'activité supplémentaire
- une meilleure circulation et gestion des espaces d'accueil et de rangement
- une cuisine et l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

L'étude de faisabilité prévoit des travaux d'aménagement et d'équipement d'espaces fonctionnels non existants liés à l'activité petite enfance pour une estimation des coûts de l'opération et de diagnostics de 22 300 € HT – 26 760 € TTC.

Pour des raisons d'occupation actuelle des locaux prévue au rez-de-chaussée du LAMPARO, les travaux débuteraient fin octobre 2015 pour une ouverture prévisionnelle aux familles début 1^{er} trimestre 2016.

Il convient à ce titre de solliciter la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault ainsi que le Conseil Général pour demander des aides à l'investissement dans le cadre de leur politique de soutien aux collectivités pour l'amélioration des équipements d'accueil en direction des familles et de l'enfance.

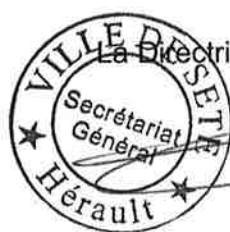
Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

- SOLLICITE** les subventions les plus larges possibles relatives à cet équipement ;
- AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant
- AUTORISE** le Trésorier municipal à faire recette le moment venu de ces subventions.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-157

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

AFFAIRES CULTURELLES

**Objet : PACTE CULTUREL ENTRE LA COMMUNE, THAU AGGLO ET L'ETAT -
APPROBATION**

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Face aux contraintes budgétaires que rencontrent toutes les villes organisatrices de grands festivals culturels et afin de soutenir la création, l'expression, l'enseignement et les nombreux talents artistiques très présents sur son territoire, la Ville de Sète vient de signer le 1^{er} pacte culturel du Languedoc-Roussillon avec Thau Agglomération et l'Etat, document qui contribuera à maintenir les financements respectifs en faveur de la Culture à travers l'octroi des subventions nécessaires durant trois années (de 2015 à 2017).

Comptant pas moins de 5 musées : Musée Paul-Valéry, le MIAM, le Musée de la Mer, le CRAC, l'Espace Brasseins, 2 structures d'enseignement artistique : les Beaux Arts et le Conservatoire de Musique, 8 festivals de grande renommée qu'elle soutient activement, notre Ville accueille chaque année environ 160 000 visiteurs. La culture, à laquelle elle consacre 10 % de son budget, fait partie de son identité et lui apporte outre un rayonnement culturel et touristique, un important levier économique et un outil d'éducation qu'il convient de défendre.

De même, ce pacte contribuera à asseoir à l'échelon communautaire, la programmation toujours plus riche de la Scène Nationale et le fonctionnement des médiathèques, du jardin antique méditerranéen et de la future Maison des Jeunes et de la Culture.

De plus, la Ville s'engage à développer les actions tendant à favoriser l'éducation artistique et culturelle, particulièrement à l'égard de la jeunesse.

Cette démarche traduit l'idée d'une Culture plurielle, accessible et démocratisée.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ACTE les engagements pris par le Maire au nom de la Ville de Sète en signant ce pacte

APPROUVE le contenu du Pacte Culturel.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-158

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

AFFAIRES CULTURELLES

**Objet : TRANSFERT A THAU AGGLO DE LA COMPETENCE SUPPLEMENTAIRE
"ENSEIGNEMENT DE LA MUSIQUE ET DE L'ART DRAMATIQUE DANS LES
EQUIPEMENTS DECLARES D'INTERET COMMUNAUTAIRE"**

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Catherine MARAVAL Adjointe s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète, en lien avec les autres communes du Bassin de Thau et Thau Agglomération a toujours souhaité offrir un enseignement de la musique et de l'art dramatique à la hauteur de son potentiel culturel.

Preuve en est la signature du 1^{er} pacte culturel du Languedoc-Roussillon qui engage la commune, l'Etat et Thau agglomération pour 3 ans à pérenniser les financements des actions de l'éducation culturelle et de l'enseignement artistique.

Tout comme la Ville de Sète est soucieuse de poursuivre l'élargissement de la couverture du territoire intercommunal, son rayonnement culturel et la qualité de l'enseignement à l'égard de ses habitants en matière de lecture publique et d'accès au multimédia, elle souhaite affirmer son entier

soutien à la Scène Nationale de Sète et du Bassin de Thau, accueillie dans le Théâtre Molière de Sète.

Et c'est donc tout naturellement qu'elle souhaite prendre acte de la déclaration d'intérêt communautaire des équipements suivants :

- Conservatoire de Sète
- Ecole de Musique de Frontignan
- Conservatoire Intercommunal de Sète

Elle doit dès lors approuver le principe que Thau Agglo puisse se doter de la compétence supplémentaire relative à l'enseignement de la musique et de l'art dramatique au sein de ces équipements.

Elle acte qu'à la date du transfert de compétence, Thau Agglo se substituera de plein droit aux communes, dans toutes les délibérations, tous leurs actes dont notamment les éventuels contrats conclus avec des prestataires privés.

De plus, ce transfert entraînera la mise à disposition de plein droit au profit de Thau Agglo des biens meubles, immeubles et services nécessaires à l'exercice de cette compétence.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE le transfert des communes membres au bénéfice de Thau agglo de la compétence supplémentaire « Enseignement de la musique et de l'art dramatique au sein des équipements déclarés d'intérêt communautaire »

AUTORISE le Maire à signer tout document en ce sens.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-159

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

INTERCOMMUNALITE

Objet : SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DU BASSIN DE THAU - APPROBATION DU PRINCIPLE DE CREATION ET DES PROJETS DE STATUTS -SOUSCRIPTION AU CAPITAL - DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNE DE SETE

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1411-12, L.1521-1 à L.1525-3, L.1531-1 et L. 5216-5,

Vu la loi n° 2010-559 du 28 mai 2010 pour le développement des sociétés locales, ainsi que sa circulaire n°COT/B/11/08052/C du 29 avril 2011,

Vu le livre II du Code de commerces sur les sociétés anonymes,

Vu l'arrêté n°2002-I-5801 de M. le Préfet de l'Hérault du 17 décembre 2002, modifié par l'arrêté n°2007-1-1010 en date du 25 mai 2007, portant transfert au profit de Thau agglo des compétences

en matière d'aménagement de l'espace, d'équilibre social de l'habitat, de développement économique et d'équipements culturels et sportifs,

La commune de Sète a engagé depuis plusieurs mois une réflexion sur la création d'une structure intégrée et pérenne adaptée à la problématique de la gestion des parkings de stationnement au 1^{er} janvier prochain puisqu'à cette date, le contrat de DSP en cours prendra fin. Par ailleurs, cette même structure pourrait porter la construction d'équipements culturels, sportifs, scolaires ou autres qui s'avèreraient nécessaires dans les années à venir.

Thau agglomération a, quant à elle, de nombreux projets à mener qui touchent à plusieurs composantes de ses compétences : l'aménagement du territoire, le développement économique, la mobilité.

Ces thématiques récurrentes et essentielles sur le territoire de l'agglomération demandent des savoir-faire spécifiques et requièrent de la flexibilité dans la mise en œuvre et le suivi des opérations de développement de ces activités.

La loi n° 2010-559 du 28 mai 2010 pour le développement des sociétés locales a créé le statut de Société Publique Locale (SPL), société anonyme dont le capital est composé exclusivement de fonds publics.

Ce statut offre un nouveau moyen d'action pour les collectivités locales.

Ainsi l'article L.1531-1 du Code général des collectivités territoriales, dispose que « Les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent créer, dans le cadre des compétences qui leur sont attribuées par la loi, des sociétés publiques locales dont ils détiennent la totalité du capital.

Ces sociétés sont compétentes pour réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L.300-1 du code de l'urbanisme, des opérations de construction ou pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial ou toutes autres activités d'intérêt général.

Ces sociétés exercent leurs activités exclusivement pour le compte de leurs actionnaires et sur le territoire des collectivités territoriales et des groupements de collectivités territoriales qui en sont membres.

Ces sociétés revêtent la forme de société anonyme régie par le livre II du code de commerce et sont composées, par dérogation à l'article L.225-1 du même code, d'au moins deux actionnaires.

Sous réserve des dispositions du présent article, elles sont soumises au titre II du présent livre. »

Cette dernière disposition soumet les SPL à des obligations identiques à celles des SEM (contrôle de légalité, passation de marchés publics, rapport annuel aux collectivités) ; il est toutefois prévu un contrôle renforcé des actionnaires.

La volonté de Thau agglomération et de la commune de Sète, de se doter d'un acteur opérationnel permettant la conciliation entre une maîtrise publique, le management d'entreprise et la souplesse offerte en termes de contractualisation ainsi qu'une grande évolutivité de la structure, justifie pleinement la mise en place d'un partenariat dans le cadre de leurs compétences respectives.

Ainsi, il est proposé à la présente assemblée de se prononcer sur la création d'une Société Publique Locale pour répondre aux besoins précités.

Les actionnaires seront la Commune de Sète et la Communauté d'agglomération du bassin de Thau. Les autres Communes de Thau Agglomération, pourront devenir actionnaires de cette structure ultérieurement si elles souhaitent pouvoir lui confier la réalisation d'opération relevant de ses statuts.

La SPL sera dotée d'un capital social de 225 000 euros, composé de 225 actions d'une valeur nominale de 1000 euros chacune.

Le plan de financement ne suppose pas de recours à l'emprunt : le montage financier de la future SPL se fera par apport de fonds propres.

Le capital social sera libéré à 100% au moment de la constitution de la société.

La loi impose qu'une collectivité territoriale ou un groupement actionnaire détienne au moins la majorité des parts sociales. Il est donc proposé que Thau agglomération détienne la majorité du capital social avec 55,55 % du capital soit 125 000 euros.

La répartition proposée est la suivante :

Commune de Sète: 44,45 % du capital social et des droits de vote soit un apport en numéraire de 100 000€

Communauté d'agglomération du bassin de Thau : 55,55 % du capital social et des droits de vote soit un apport en numéraire de 125 000 €

Les modalités de représentation de actionnaires au sein des organes de la SPL sont les suivants:
L'assemblée générale de la SPL se compose de tous les actionnaires publics quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent. Les collectivités et groupements actionnaires de la société dont la Communauté d'agglomération du bassin de Thau, sont représentées aux assemblées générales par un délégué ayant reçu pouvoir à cet effet et désigné dans les conditions fixées par la législation en vigueur. Ce délégué dispose d'un droit de vote représentatif des parts sociales qu'il détient dans le capital de la société, cette disposition reprenant celle applicable aux sociétés anonymes.

Chacun des actionnaires disposera d'un nombre de sièges attribué respectivement en proportion du capital détenu. Dans l'hypothèse de la mise en place d'un conseil d'administration composé de 18 membres, les sièges seraient répartis de la manière suivante :

- Commune de Sète : 8 sièges
- Communauté d'agglomération du bassin de Thau : 10 sièges

Cette SPL sera dénommée Société publique locale du Bassin de Thau et aura pour sigle « SPLBT » ;

Le siège social sera situé au siège de Thau agglomération 4, avenue d'Aigues à Frontignan.

La société a pour objet :

- 1 - L'étude, l'acquisition, la location, la construction, la réhabilitation, la rénovation et l'entretien :
 - a- des zones, équipements et biens immobiliers à vocation économique
 - b- des stationnements de surface, sur la voie publique et/ou en enclos, de parc de stationnement en ouvrage, en souterrain et/ou en silo.
- 2 - L'Etude préalable et la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement au sens du premier alinéa de l'article L300-1 du code de l'urbanisme;
- 3 - La gestion et l'exploitation des stationnements ou des zones, équipements et biens immobiliers visés au 1) et de l'activité de service public dont ils sont le support;
- 4 - Le conseil de ses actionnaires en matière de gestion du service public de stationnement ou des équipements visés au 1) ci-dessus ;
- 5 - La gestion de la publicité dans les infrastructures et ouvrages à vocation économique et de stationnement visés au 1) de l'ensemble des collectivités actionnaires ;

- 6 - Toute opération visée au 1) ci-dessus liée à la valorisation du patrimoine immobilier public ou privé des actionnaires, notamment par bail ou toute autre convention, y compris avec droits réels.

La société exercera les activités visées ci-dessus pour le compte exclusif de ses actionnaires et sur leur territoire, en exécution de conventions passées avec les collectivités territoriales et les groupements de collectivités territoriales actionnaires s'inscrivant dans le cadre des relations « in house » à savoir bénéficiant des exceptions de mise en concurrence prévues notamment par le Code des marchés et le Code général des collectivités Territoriales ou dans leur rédaction ou évolution future maintenant ce principe.

D'une manière plus générale, elle pourra accomplir toutes les opérations financières, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Elle pourra, enfin, participer à un ou des groupements d'intérêt économique, mais uniquement dans le cadre de la réalisation de l'objet susvisé et conformément à la loi et aux règlements en vigueur.

Le contrôle de l'activité de la SPL par les collectivités (et groupements), s'exercera en premier lieu au travers des représentants qu'elles/ils désigneront pour siéger au Conseil d'administration, ce dernier ayant autorité pour élire le président et nommer le directeur de la société et selon des modalités précisées dans un règlement intérieur donnant les garanties nécessaires à ce que le contrôle analogue tel qu'exigé par la jurisprudence soit effectif.

Par ailleurs, toutes les opérations conclues par la SPL feront l'objet de contrats permettant de conserver le niveau d'évaluation et de suivi.

Ces contrats nécessiteront statutairement une décision préalable du Conseil d'administration de la SPL et donc une validation en amont par les représentants des collectivités territoriales (et groupements). Etant donné ce contrôle analogue et conjoint appliqué sur la SPL par les collectivités (et les groupements) via leurs représentants au Conseil d'administration et en conformité avec la jurisprudence communautaire, l'ensemble des collectivités (et groupements) actionnaires pourra bénéficier des contrats dits " in house ".

En revanche, les contrats passés par la SPL seront soumis aux dispositions de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005, la SPL étant un « organisme de droit privé sous la tutelle d'un pouvoir adjudicateur » (article 3 de l'ordonnance).

La SPL est régie par 2 documents à savoir :

- Les statuts, définissant l'objet social, et le capital de la SPL ainsi que le fonctionnement de ses organes ;
- Un règlement intérieur qui sera adopté par le conseil d'administration de la SPL et qui définit quant à lui les conditions de mise en œuvre du « contrôle analogue » sus-évoqué. Ce règlement intérieur organise également les procédures d'achat de la société en vue d'assurer le respect des obligations de publicité et de mise en concurrence qui lui sont applicables;

Les engagements pris et les procédures de mise en concurrence lancées à compter de la présente délibération par la ville de Sète seront repris par la SPL à compter de sa création effective.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE le principe de création de la SPL, dénommée Société Publique du Bassin de Thau (S.P.L.B.T)

APPROUVE le projet de statuts ci-annexés.

APPROUVE la répartition du capital social de la société

<u>DECIDE</u>	de souscrire 100 actions de 1000 euros chacune, soit une somme totale de 100 000 euros, étant précisé que les crédits nécessaires au règlement de la dépense sont inscrits sur le compte 261-820-FINAN du Budget principal de l'exercice en cours.
<u>AUTORISE</u>	Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document ou acte se rapportant aux décisions ci-dessus.
<u>PROCEDE</u>	à la désignation d'un membre comme représentant permanent aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires de la société dans laquelle la Commune de Sète détient une partie du capital
<u>PROCEDE</u>	à la désignation de 8 membres comme représentants de la Commune de SETE pour siéger au Conseil d'administration de la S.P.L du Bassin de Thau et leur donner mandat pour représenter la Commune de SETE lors des séances du Conseil d'administration
<u>AUTORISE</u>	les 8 membres qui auront été désignés à <ol style="list-style-type: none"> 1. présenter la candidature de la ville de Sète au poste de président du conseil d'administration et l'autoriser à cumuler ce mandat avec celui de directeur Général de la société dans l'hypothèse où le conseil d'administration déciderait de confier le mandat de directeur général de la société au président du conseil d'administration ; 2. porter les parts de la ville de Sète, 3. la représenter à la réunion constitutive de la Société, 4. à signer les statuts de la S.P.L du bassin de Thau et toutes autres pièces nécessaires à la constitution de la société, et à accomplir en tant que de besoin, les formalités légales requises en vue de cette constitution
<u>PREND</u>	acte du règlement intérieur annexé à la présente qui pose les grandes lignes et principes du contrôle analogue permettant de considérer que la SPL est dans une situation de "in house" vis à vis des personnes publiques actionnaires de la SPL (CIRCULAIRE N°COT/B/11/08052/C du 29 avril 2011). Ce projet démontrant le lien institutionnel fort entre la SPL et les personnes publiques actionnaires sera arrêté par les membres du Conseil d'Administration postérieurement à la signature des statuts et fera l'objet d'une publicité ;
<u>DECIDE</u>	a l'unanimité qu'il soit procédé aux désignations précitées, à main levée

Sont candidats :

- membre représentant permanent aux assemblées générales
François COMMEINHES
- 8 membres représentants de la commune au Conseil d'Administration
Rudy LLANOS
Jocelyne CASSANY
Gérard CASTAN
Jocelyne VILLA-GIZARDIN
Corinne PARAIRE-AZAIS
Marie DE LA FOREST
Jean-Marie TAILLADE
Sébastien PACULL

Votants : 42

Ont obtenus :

François COMMEINHES

Rudy LLANOS
Jocelyne CASSANY
Gérard CASTAN
Jocelyne VILLA-GIZARDIN
Corinne PARAIRE-AZAIS
Marie DE LA FOREST
Jean-Marie TAILLADE
Sébastien PACULL

POUR : 32 – CONTRE : 8 – ABSTENTION : 2

Sont désignés :

- membre représentant permanent aux assemblées générales
François COMMEINHES
- 8 membres représentants de la commune au Conseil d'Administration
Rudy LLANOS
Jocelyne CASSANY
Gérard CASTAN
Jocelyne VILLA-GIZARDIN
Corinne PARAIRE-AZAIS
Marie DE LA FOREST
Jean-Marie TAILLADE
Sébastien PACULL

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 32 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
ABSTENTION : 2

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-160

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

INTERCOMMUNALITE

Objet : GROUPEMENT DE COMMANDES PUBLIQUES - NETTOYAGE DES LOCAUX ET DES VITRES DES BATIMENTS COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX - CONVENTION ENTRE LA COMMUNE, THAU AGGLO ET LE CCAS

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Rudy LLANOS Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 8, 33 3^{ème} alinéa, 57 à 59,

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon et Préfet de l'Hérault en date du 17 décembre 2002 portant création de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau,

Les prestations de nettoyage des locaux et des vitres des bâtiments communaux et intercommunaux sont une nécessité pour nos collectivités et organismes.

Suite à des discussions menées entre Thau agglomération et les communes, il apparaît qu'un groupement de commandes publiques pour la réalisation de prestations de nettoyage des locaux et des vitres des bâtiments permettrait une optimisation du service et des économies d'échelle.

En conséquence la constitution du groupement et son fonctionnement sont formalisés par la présente convention.

Le groupement prendra fin après la notification des marchés aux titulaires. Les marchés seront conclus pour une durée totale de 4 ans.

Thau agglo assurera les fonctions de coordonnateur du groupement. Elle procédera à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des titulaires.

Conformément au 1^{er} alinéa de l'article 8-VII du Code des marchés Publics, elle sera chargée de signer et de notifier les marchés. Chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurera de sa bonne exécution notamment en ce qui concerne le paiement des prestations.

La commission d'appel d'offres compétente pour l'attribution des marchés sera celle de Thau agglo.

Les prestations sont réparties en 2 lots comme suit :

N° lot	Désignation du lot	Maximum en € H.T. pour tous les membres sur la durée totale
1	Entretien des locaux	480 000
2	Entretien des vitres	276 000
TOTAL € H.T.		756 000
T.V.A (20%).		151 200
TOTAL € T.T.C.		907 200

Au regard des dispositions du code des marchés publics, la consultation sera organisée sous la forme d'un appel d'offres ouvert, en application des articles 33-3°, 57 à 59 du Code des Marchés Publics.

Le tableau ci-après indique le montant maximum d'engagement annuel et total hors taxes pour chaque membre du groupement:

Lot n°	Sète	CCAS de Sète	Thau aggro
1			120 000 € HT/an (480 000 € H.T. sur 4 ans)
2	33 000€ HT/an	11 000 € HT/an	25 000 € HT/an (100 000 € H.T. sur 4 ans)
Total € HT Valeur annuelle	33 000	11 000	145 000
Total € HT Valeur sur 4 ans	132 000	44 000	580 000
Total € TTC Valeur sur 4 ans	158 400	52 800	696 000

Thau aggro exercera ses missions de coordination à titre gratuit.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE les termes de la convention constitutive de groupement de commandes publiques entre la commune de Sète, le Centre Communal d'Action Sociale de Sète et Thau aggro annexée à la présente délibération.

AUTORISE le Sénateur-Maire, ou son représentant, à signer ladite convention ou tout document s'y rapportant.

AUTORISE le Sénateur-Maire, ou son représentant, à signer les marchés à intervenir ou tout document s'y rapportant, dans la limite du montant maximal fixé par chacun des membres.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-161

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

INTERCOMMUNALITE

Objet : GROUPEMENT DE COMMANDES PUBLIQUES - FOURNITURE DE CARBURANTS
- CONVENTION ENTRE LES COMMUNES DE SETE, BALARUC LES BAINS,
MIREVAL, GIGEAN ET THAU AGGLO

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Afin de rationaliser leurs dépenses et de repenser leurs stratégies d'achats pour réduire les coûts liés à la commande publique, les collectivités territoriales se regroupent au travers de groupements de commandes.

Au terme d'échanges menés entre Thau agglo et les communes de Sète, Mireval, Balaruc les Bains, Gigan, la volonté de contracter un groupement de commande, pour l'achat de carburant représente une nécessité pour assurer le fonctionnement des véhicules communaux et intercommunaux.

En conséquence, la constitution du groupement et son fonctionnement sont formalisés par la présente convention.

Les marchés seront passés sous la forme de marchés à bons de commande, en application de l's articles 77 du code des marchés publics, avec maximum définis en valeur et seront conclus pour trois ans soit jusqu'au 31 décembre 2018.

Thau agglo assurera les fonctions de coordonnateur du groupement et procèdera, en concertation avec l'ensemble des membres à l'organisation de la totalité des opérations de sélection des titulaires. La commission d'appel d'offres compétente pour l'attribution des marchés sera celle de Thau agglo.

Le service Déchets de Thau agglo procèdera, en concertation avec l'ensemble des membres à la définition des besoins, la rédaction des pièces techniques et à l'analyse technique des offres.

Conformément au 1^{er} alinéa de l'article 8-VII du Code des marchés Publics, Thau agglo sera chargé de signer et de notifier les marchés pour l'ensemble des membres. Chaque collectivité membre du groupement, s'assurera, pour la partie la concernant, de la bonne exécution notamment en ce qui concerne le paiement des prestations.

Le groupement prendra donc fin après la notification des marchés aux titulaires.

Les prestations sont réparties en 2 lots comme suit :

N° lot	Désignation du lot
1	Fourniture de carburants routiers en station-service
2	Livraison de carburant non routier en cuve

Au regard des dispositions du code des marchés publics, la consultation sera organisée sous la forme d'un appel d'offres, en application des articles 33-3°, 57 à 59 du Code des Marchés Publics.

Le tableau ci-après indique le montant maximum d'engagement annuel et total toutes taxes comprises (y compris TICPE) pour chaque membre du groupement:

	Mireval	Gigean	Balaruc les Bains	Sète	Thau agglo	TOTAL
Lot 1 Fourniture de carburant routier en station-service	5 500	20 000	60 000	354 000	358 000	797 500
Lot 2 Fourniture de carburant non routier en cuve	1 500		22 000			23 500
Valeur annuelle maximum (€ TTC)	7 000	20 000	82 000	354 000	358 000	821 000
Valeur maximum sur 3 ans (€ TTC)	21 000	60 000	246 000	1 062 000	1 074 000	2 463 000

Thau agglo exercera ses missions de coordination à titre gratuit.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

les termes de la convention constitutive de groupement de commandes publiques entre les communes de Sète, Balaruc les Bains, Mireval et Gigean et Thau agglo annexée à la présente délibération.

AUTORISE

le Maire ou son représentant, à signer ladite convention ou tout document s'y rapportant.

AUTORISE

le Président de Thau agglo ou son représentant, à signer les marchés à intervenir ou tout document s'y rapportant, dans la stricte limite du montant maximal fixé par chaque membre.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-162

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : ACQUISITION DE MOBILIERS DIVERS, D'ELECTROMENAGER, DE MATERIELS AUDIOVISUELS, D'ARTICLES DE LITERIE - MARCHE 2012-74 LOT 6 - AVENANT N°1 DE TRANSFERT

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Rudy LLANOS Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération en date du 13 Novembre 2012 (D-2012-225), le Conseil Municipal a autorisé le maire à signer le marché d'acquisition de mobilier divers, d'électroménager, de matériels audiovisuels, d'articles de literie au profit de la mairie de Sète. Le lot n° 6 (Mobilier de restauration) a été attribué à l'entreprise SOUVIGNET domiciliée Route de Saint Marcellin, à BONSON (42164).

Par jugement en date du 5 mars 2014, le Tribunal de Commerce de Saint Etienne a ouvert une procédure de sauvegarde à l'égard de la SAS SOUVIGNET.

Une procédure de redressement judiciaire a été ouverte par le Tribunal de Commerce de Saint Etienne par un autre jugement du 3 septembre 2014.

Le groupe MOBIDECOR a fait une offre portant sur la reprise de la Société SOUVIGNET.

Lors de son dernier jugement rendu le 19 Novembre 2014, le Tribunal de commerce a ordonné la cession du fonds de commerce et des éléments d'actifs de la SAS SOUVIGNET au profit de la SARL MOBIDECOR.

Le présent avenant consiste en la reprise du marché 2012-74 – lot n° 6 précité, par La SARL MOBIDECOR dont le Siège social se situe : 26 Rue de Montevideo, 75116 PARIS.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

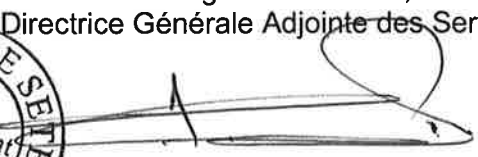
APPROUVE l'avenant de transfert n° 1 pour le lot n° 6 (mobilier de restauration) du marché d'acquisition de mobilier divers, d'électroménager, de matériels audiovisuels, d'articles de literie au profit de la mairie de Sète, marché 2012/74 suite a cession de l'entreprise SOUVIGNET à la SARL MOBIDECOR,

AUTORISE le Maire ou l' élu délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.


DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-163

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

MARCHES PUBLICS

Objet : TRAVAUX DE REHABILITATION DES HALLES - MARCHE 2013-14 LOT 12 -
AVENANT N°1

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération n° D-2012-289 en date du 18 décembre 2012, le Conseil municipal a approuvé le dossier de consultation des entreprises pour les travaux de réhabilitation des halles centrales de Sète et a autorisé le Maire à signer les marchés.

Conformément à cette délibération et dans le respect des montants estimatifs qui y étaient mentionnés, Monsieur le Maire a attribué et signé les marchés pour le lot 12.

Par délibération n° D-2014-067 en date du 10 février 2014, le Conseil municipal a autorisé le Maire à signer les avenants n° 1 pour les lots 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 10 et 11 ainsi que tous documents s'y rapportant.

Par délibération D-2014-174 en date du 20 juin 2014, le Conseil municipal a autorisé le Maire à signer les avenants n° 2 pour les lots 2, 4, 5, 6 et 10 ainsi que tous les documents s'y rapportant.

Par délibération D-2014-284 en date du 03 novembre 2014, le Conseil municipal a autorisé le Maire à signer les avenants n° 2 pour les lots 8, 11 et 7 ainsi que tous les documents s'y rapportant.

Le présent acte concerne la passation de l'avenant n° 1 afin de rémunérer certaines entreprises de prestations non prévues initialement pour le lot n° 12 du marché 2013/14.

Marché 2013/14

Lot n° 12 - Entreprise EIFFAGE

Montant initial du marché : 788 300,00 € HT

Montant de l'avenant n° 1 : 9 151,72 € HT soit 10 982,06 € TTC

Nouveau montant du marché : 797 452,24 € HT soit 956 684,56 € TTC représentant une augmentation du 1,16 % par rapport au montant du marché initial du lot 12 et conduisant à une prolongation de 3 mois du délai d'exécution fixé à l'Acte d'Engagement.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

l'avenant précité relatif au marché 2013-14 pour les travaux de réhabilitation des halles centrales de Sète ;

AUTORISE

le Maire, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tous documents s'y rapportant,

DECIDE

que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville sous les imputations suivantes :

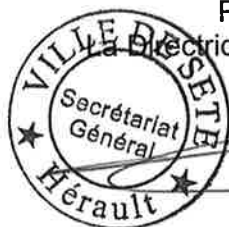
Nature : 2313 Fonction : 91 Service : BATMAIN Opération : 09009

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 34 – ABSTENTION : 8

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-164

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

MARCHES PUBLICS

Objet : CONTRAT DE PARTENARIAT PUBLIC PRIVE - AVENANT N° 5

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Le contrat de partenariat a été conclu le 26 juillet 2013 entre la Ville et le groupement solidaire composé des sociétés CITELUM et SOGETRALEC

Par délibération du 10 février 2014, le Conseil Municipal a adopté l'avenant n°1 afin de modifier le périmètre des tranches de travaux initiaux.

L'avenant n°2 du 6 mai 2014 a modifié l'ordre des tranches de travaux.

L'avenant n°3 du 20 juin 2014 a modifié le mandataire du contrat.

L'avenant n°4 du 30 janvier 2015 a modifié le périmètre des tranches 4 et 5 du G4 et a complété le bordereau de prix unitaires

Il est proposé la passation d'un avenant n°5 au contrat de partenariat public-privé, afin d'intégrer les modifications suivantes concernant respectivement les points suivants:

1. Installations soustraites au contrat

- Intégration dans le contrat d'un article III.2.1 ter – "Installations soustraites au Contrat" afin de formaliser la possibilité de soustraire des installations du périmètre contractuel.
- Modification de l'annexe 12 du Contrat (la nouvelle version constitue l'annexe 7 de l'avenant).

afin de formaliser la possibilité de soustraire des installations du périmètre contractuel, notamment à la demande de la Commune.

2. Opérations préalables à la mise à disposition d'une tranche et mise à disposition d'une tranche

Modification:

- de l'article III.3.7 du Contrat – "contrôle de la réalisation des travaux par la personne publique" obligations du Partenaire lors de la Mise à Disposition des Tranches.
- de l'article III.4.2. – "Opérations préalables à la mise à disposition d'une tranche et mise à disposition d'une tranche"
- des annexes 23 et 24 du Contrat (en Annexes 8 et 9 de l'avenant).

pour préciser les obligations du partenaire à l'occasion de la mise à disposition des tranches.

3. Décomposition de la rémunération

Modification:

- de l'article V.2.2.4. Redevance « Maintien du Patrimoine » (R3)
- de l'article V.2.2.5. La redevance « Travaux de reconstruction financés » (R4)
- de l'annexe 25 du Contrat (en annexe 10 du présent avenant)

pour préciser les éléments relatifs à la décomposition de la rémunération du partenaire.

4. Résultats à atteindre et objectifs de performance de maintenance et d'exploitation

Modification :

- de l'article IV.5. du Contrat " Résultats à atteindre et objectifs de performance de maintenance et d'exploitation",
- des annexes 26 et 27 du Contrat (en annexes 11 et 12 du présent avenant).

en vue de permettre à la Personne publique d'exercer un meilleur contrôle du respect, par le Partenaire, des résultats à atteindre en matière de niveau d'éclairage et d'économie d'énergie.

5. Armoires de commande

Intégration d'un article III.3.10 intitulé « Armoires de commande » regroupant et précisant les éléments du dispositif relatif à la mise aux normes des armoires de commande.

6. Reconstruction des réseaux du poste G4

Modification et intégration de précisions relatives aux engagements du Partenaire portant sur les réseaux et relatif aux articles III.2.2. "Réseaux souterrains" et III.2.3. "Réseaux aériens" de la partie III Reconstruction & Renouvellement de l'annexe 2.2. du Contrat – Mémoire technique du Partenaire.

7. Modification du périmètre des tranches 4 et 5

Les modifications suivantes sont appliquées aux Tranches n°4, n°5, n°6, n°7 et n°8 et sont précisées en annexe 4 à l'avenant n°5.

- Est supprimée de la Tranche n°4 et différée en Tranche n°6 l'opération suivante :

- Mise en lumière du Théâtre de la mer et du mur de soutènement pour un montant de 676 469,48 € HT (devis 15).

Soit une diminution de la Tranche n°4 et une augmentation de la Tranche n°6 de 676 469,48 euros HT

- Sont supprimées de la Tranche n°4 et différée en Tranches n°5, n°6, n°7 et n°8 les opérations suivantes :

- Séparation des réseaux privés pour un montant de 63 795 € HT (devis out_privé1/7005).
- Séparation des réseaux privés pour un montant de 63 795 € HT (devis out_privé2/7005).
- Séparation des réseaux privés pour un montant de 63 795 € HT (devis out_privé3/7005).
- Séparation des réseaux privés pour un montant de 63 795 € HT (devis out_privé4/7005).

Soit une diminution de la Tranche n°4 de 255 180,00 euros HT et une augmentation respectives des Tranches n°5, n°6, n°7 et n°8 de 63 795 euros HT.

- En contrepartie, sont supprimées de la Tranche n°5 et avancées en Tranche n°4 les opérations suivantes :

- Carrefour n°19 - c blanc le py - alumix 2 - 24v pour un montant de 31.826,31 € HT (devis 23),
- Carrefour n°21 - pergoline - alumix 2 - 24v, pour un montant de 22.962,01 € HT (devis 24),
- Carrefour n°9 - rond-point de la gare - 24v, pour un montant de 24.224,54 € HT (devis 25),
- Carrefour n°2 - civette - grand hotel - 24v, pour un montant de 15.395.52 € HT (devis 26),
- Carrefour n°22 - villeroy - 230v, pour un montant de 6.239.08 € HT (devis 27),
- Carrefour n°23 - montmorency virla - 230v, pour un montant de 3.719.50 € HT (devis 28),
- Carrefour n°24 - montmorency mediatheque - 230v, pour un montant de 4.101.05 € HT (devis 29),
- Carrefour n°27 - lido - listel - 230v, pour un montant de 3500.21 € HT (devis 30),
- Aménagement caraussanne (rue de la) pour un montant de 61.016.53 € HT (devis 50).
- Aménagement corniche de Neubourg pour un montant de 144.726.47 € HT (devis 205).
- Aménagement boules corniche pour un montant de 15.587.38 € HT (devis 206).
- Aménagement boules centre-ville résidentiel pour un montant de 30 812,22 € HT (devis 172).
- Aménagement Quartier Point Courte pour un montant de 128 915,72 € HT (devis 420).

Soit une augmentation de la Tranche n°4 et une diminution de la Tranche n°5 de 493 026,54 € euros HT.

- En contrepartie, sont supprimées de la Tranche n°6 et avancées en Tranche n°4 les opérations suivantes :

- Aménagement Chemin des Hirondelles pour un montant de 58 676,69 € HT (devis 62).
- Aménagement Paul Marsault (Echangeur) pour un montant de 99 226,04 € HT (devis 63).
- Renouvellement des réseaux aériens (en substitution de l'aménagement de la place de la gare) pour un montant de 49 101,81 € HT (devis 40-1).
- Aménagement des rues avoisinantes à la gare pour un montant de 60 013,33 € HT (devis 40-2).

Soit une augmentation de la Tranche n°4 et une diminution de la Tranche n°6 de 267 017,87 euros HT.

- En contrepartie, sont supprimées de la Tranche n°7 et avancées en Tranche n°4 les opérations suivantes :

- Aménagement Arabes (Rampe des) pour un montant de 15 048,36 € HT (devis 66).
- Aménagement Demoiselles (Chemin des) pour un montant de 8 621,44 € HT (devis 556).
- Aménagement Equinoxe (Chemin de l') pour un montant de 13 281,07 € HT (devis 564).
- Aménagement Glacis (Chemin du) pour un montant de 25 732,18 € HT (devis 589).
- Aménagement Lavande (Chemin de la) pour un montant de 7 675,76 € HT (devis 616).
- Aménagement Premier Triolet (Chemin du) pour un montant de 9 755,23 € HT (devis 680).
- Renouvellement des réseaux aériens (en substitution de l'aménagement du Môle St Louis) pour un montant de 70 647,73 € HT (devis 960).
- Création de 8 Bornes forains pour un montant de 79 207,41 € HT (devis 7220).

Soit une augmentation de la Tranche n°4 et une diminution de la Tranche n°7 de 229 969,18 euros HT.

- En contrepartie, sont supprimées de la Tranche n°8 et avancées en Tranche n°4 les opérations suivantes :

- Aménagement Frigoule (Chemin de la) pour un montant de 13 489,72 € HT (devis 578).

Soit une augmentation de la Tranche n°4 et une diminution de la Tranche n°8 de 13 489,72 euros HT.

- Sont également modifiés les pourcentages de travaux de renouvellement des réseaux publics. Ainsi :

- La part de renouvellement sur les réseaux publics de la Tranche n°4 telle que modifiée par l'Annexe 2 de l'Avenant n°1 puis par l'Annexe 2 de l'Avenant n°2, puis par l'Annexe 4 de l'Avenant n°4 passe de 5,9 % (Avenant n°4) à 4,8% (Avenant n°5) soit une diminution de 71 853,31€ HT

- La part de renouvellement sur les réseaux publics de la Tranche n°5 telle que modifiée par l'Annexe 2 de l'Avenant n°1 puis par l'Annexe 2 de l'Avenant n°2, puis par l'Annexe 4 de l'Avenant n°4 passe de 12,1% (Avenant n°4) à 19,2% (Avenant n°5) soit une augmentation de 477 163,37 € HT
- La part de renouvellement sur les réseaux publics de la Tranche n°6 passe de 14,5 % (Avenant n°4) à 6,9% (Avenant n°5) soit une diminution de 491 633,68 € HT
- La part de renouvellement sur les réseaux publics de la Tranche n°7 passe de 14,7% (Avenant n°4) à 17,1% (Avenant n°5) soit une augmentation de 166 174,17 € HT
- La part de renouvellement sur les réseaux publics de la Tranche n°8 passe de 15,8% (Avenant n°4) à 15,1% (Avenant n°5) soit une diminution de 50 305,28 € HT

Les modifications susvisées n'ont pas pour conséquence d'augmenter ou de diminuer le montant des Tranches n°4 et n°5, n°6, n°7 et n°8 et le montant global du Poste R4 qui demeurent inchangés.

Les montants respectifs de ces Tranches sont de :

- Tranche 4 : 1 766 346,01 €
- Tranche 5 : 2 139 866,71 €
- Tranche 6 : 1 932 640,42 €
- Tranche 7 : 1 868 752,75 €
- Tranche 8 : 1 284 414,81 €

8. Modification du calendrier de réalisation des travaux initiaux

Les modifications apportées aux Tranches telles que visées ci-dessus ont des incidences sur le calendrier de réalisation des Travaux Initiaux modifié par l'avenant n°2.

La Date contractuelle d'achèvement de la Tranche 4, et la Date Contractuelle de Mise à Disposition de la Tranche 4 sont décalées de quatre (4) mois et s'achèveront le **30 novembre 2015** en lieu et place du 31 juillet 2015 (annexe 5 de l'avenant n°5).

9. Gros entretien et renouvellement

Modification:

- o de l'article IV.3 "dégradation et vandalisme";
- o de l'article IV.3.1 "conséquences financières";
- o de l'article IV.6.1 "programmation";
- o de l'article IV.6.2 "modalités de comptabilisation". Le mode de fonctionnement modifié au premier alinéa ne sera pas rétroactif.
- o de l'annexe 20 du Contrat (en annexe 10 de l'avenant);
- o de l'annexe 28 du Contrat (en annexe 13 de l'avenant)

en vue d'une part, mieux piloter le gros entretien et le renouvellement des installations, d'autre part, d'améliorer l'articulation entre le G3 programmé et le G3 non programmé.

10. Décalage des économies d'énergie

Le taux global amélioré en année 21, tel que modifié par l'annexe 6 de l'avenant 5, est désormais de 63,01%.

Les pénalités et intéressements en matière d'économie d'énergie prévus à l'article VI.2.2.4 du

Contrat sont donc désormais applicables au regard des dispositions de l'article 10 de l'avenant 5.

11. Disparition de l'indice TP12

L'index Travaux Publics - TP12 « Réseaux d'électrification » (référence 100 en 1975) est supprimé et remplacé par trois séries d'indices. L'avenant 5 affecte, dans toutes les formules du contrat qui en faisait mention, l'indice le plus appropriée, selon chaque nature de prestation.

12. Remise sur la redevance maintenance

La mise en place du système SMARTSETE a été reportée de la première année à la deuxième année d'exécution du contrat. Les sommes versées pour la maintenance de cet équipement en première année assorties des intérêts au taux EONIA, déduction faite des coûts des grosses réparations lissées sur 19 ans, soit une somme de 40.000 euros H.T. à la date du 31 juillet 2015, sont reversées au poste G3 programmé de la troisième année d'exécution du contrat pour un montant désormais de 40.000 euros qui fera l'objet du programme de travaux visé à l'article IV.6.1 du Contrat.

13. Taux de financement de la dette projet

La fixation des taux de financement appliqué à la part « Dette projet » de la rémunération financière R4 du poste « *Travaux de Reconstruction financés* » s'effectuera à la date de tirage proposée figurant dans l'Avis de tirage et non à la date de Mise à disposition des tranches, et ce conformément à la convention de crédit signée entre CITELUM et l'établissement financier pour le financement des travaux R4.

Pour les Tranches 1 et 2, le tirage a eu lieu le 13 février 2015. Cette date sera donc la date de référence pour la fixation du taux de financement appliqué à la part « Dette projet » de la rémunération financière R4 du poste « *Travaux de Reconstruction financés* », à la place de la date de Mise à Disposition, tel qu'initialement fixé par le Contrat.

14. Rapport annuel

Intégration dans l'article VI.1.2 du Contrat – "Rapport annuel d'activité" de l'exigence de production par le partenaire d'un état des points lumineux comptabilisés et d'un état de suivi des consommations d'électricité.

Le tableau de suivi des consommations d'électricité figure en annexe 14 de l'avenant 5, et constitue l'annexe 25 du Contrat.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

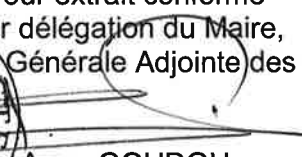

APPROUVE

l'avenant n°5 précité,

AUTORISE

le Maire ou son représentant à signer l'avenant n°5 ainsi que tous documents s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 34 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU


La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-165

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

**Objet : SERVICES PUBLICS DELEGUES - BAINS DE MER - RAPPORTS ANNUELS 2014
DES DELEGATAIRES**

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

En application des dispositions de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délégataires d'un service public doivent produire chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de délégation et une analyse de la qualité du service.

Ces rapports doivent être accompagnés d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Je vous rappelle que la convention d'exploitation des établissements qui manqueraient à leurs obligations contractuelles peut être résiliée.

Les rapports que je vous sou mets aujourd'hui ont été examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 7 juillet 2015.

Ils concernent pour l'exercice écoulé **2014**, les services suivants :

- **l'exploitation des lots de plage pour les bains de mer :**

- lot n° 2, SARL LA BARQUE BLEUE
- lot n° 3, Monsieur Hervé MICHELOT
- lot n° 4, SARL LES SALINES
- lot n° 5, SARLU GUISYRO
- lot n° 6, SARL L'OURAGAN
- lot n° 7, SARL LE DOME
- lot n° 8, SARL LA PAILLOTTE
- lot n° 9, SARL ARCHE ACD
- lot n° 10, SARL LE CABANON DE LA PLAGE
- lot n° 13, SARL LA PRAIA
- lot n° 14, SARL LA VOILE ROUGE
- lot n° 15, SARL LE TIME'S BEACH
- lot n° 16, SARL CAP CARAIBES

(étant précisé que l'EURL LE COQ D'OR, représentée par Monsieur BELLANCA, délégataire du lot n° 11 a fait l'objet d'une liquidation judiciaire prononcée par jugement du Tribunal de Commerce de Montpellier en date du 24 juin 2013, ayant entraîné la résiliation automatique de la convention d'exploitation passée entre la Ville et l'exploitant et ce, conformément à l'article 10.3 de la dite convention).

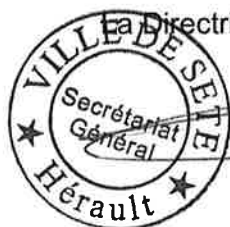
pour lesquels des notes synthétiques individuelles ont été établies et annexées à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE des rapports susvisés

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-166

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : EAU POTABLE - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC CONFIEE A VEOLIA EAU -
RAPPORT DU DELEGATAIRE EXERCICE 2014

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

La gestion du service de l'alimentation en eau potable sur la Ville de Sète, a été confiée à VEOLIA EAU par contrat de délégation de service type « affermage » datant du 1^{er} février 1985.

En application de l'article L-1411-3 du code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire de service public produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Il a été soumis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est réunie le 15/06/2015

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE

du rapport annuel du délégataire VEOLIA EAU pour la gestion du service de l'alimentation en eau potable sur la Ville de Sète pour l'exercice 2014

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-167

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : EAU POTABLE - RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DE SERVICE
EXERCICE 2014

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

En application de l'article L.2224-5 du CGCT, le Maire présente au conseil municipal le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, destiné notamment à l'information des usagers.

Une note de synthèse établie par l'agence de l'eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel de subvention est annexée à ce présent projet.

Le rapport annuel relatif au service de distribution d'eau potable pour l'exercice 2014, a été - soumis à l'avis de la Commission Consultative de services publics locaux réunie 15 juin 2015

Le rapport et l'avis du Conseil Municipal seront mis à la disposition du public dans les conditions prévues à l'article L. 1411-13 du CGCT.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

EMET UN AVIS FAVORABLE

Sur le rapport annuel du prix et de la qualité des services publics de l'eau potable pour l'exercice 2015

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITÉ PAR 32 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-168

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

SERVICES TECHNIQUES

Objet : RESEAU CABLE DE COMMUNICATION AUDIOVISUELLE - CONTRAT AVEC LA SOCIETE NUMERICABLE - PROTOCOLE DE CLOTURE

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne DAMBIELLE - MOSLER Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

La commune de Sète et la société Compagnie Générale de Vidéocommunication aux droits de laquelle vient la société NC Numéricable ont conclu le 26 octobre 1988, un contrat relatif à l'établissement et à l'exploitation d'un réseau câblé de communication audiovisuelle pour une durée de 30 ans.

Ce contrat a été conclu dans un contexte technique, juridique et économique qui a été profondément modifié depuis.

Sur un plan juridique tout d'abord, le réseau a été établi aux frais de la Société en contrepartie d'une exclusivité totale consentie par la Ville.

Cette exclusivité a été accordée sur l'établissement et l'exploitation du réseau et les services qui y sont ou y seront offerts.

Or, les dispositions de la loi n°2004-669 du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle, ont substantiellement modifié le cadre applicable aux réseaux câblés distribuant des services de communication audiovisuelle. Les dispositions de l'article 134 de ladite loi modifié par l'article 113 de loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie prévoient en effet :

- la mise en conformité des conventions conclues par les communes aux fins d'établir et d'exploiter des réseaux câblés avec les dispositions de l'article L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques ;
- et que « les modalités de mise en conformité garantissent l'utilisation partagée des infrastructures publiques de génie civil entre opérateurs de communications électroniques ».

En conséquence, toutes les clauses octroyant un droit exclusif à l'opérateur apparaissent comme non conformes à l'évolution législative susvisée.

En outre, le réseau établi était, à l'origine, le seul support capable de diffuser d'autres programmes audiovisuels que les trois chaînes nationales diffusées par la voie hertzienne en mode analogique (TF1, Antenne 2 et FR3 à l'époque), ce qui n'est plus le cas. Les conditions économiques de l'exploitation du réseau en ont été bouleversées.

Le taux de pénétration par année prévu à l'origine n'a pas été atteint et la Société a été exposée à des pertes d'exploitation et ce en dépit de l'introduction de nouveaux services sur le réseau ayant nécessité des modifications d'ouvrages supportées financièrement exclusivement par elle.

Le protocole transactionnel proposé est le résultat de négociations ayant pour objectif de prévenir un contentieux à naître entre les parties à l'issue du contrat qui pourrait notamment porter d'une part sur l'équilibre financier du contrat, les pertes d'exploitation et les conséquences de la suppression de la clause d'exclusivité et d'autre part sur le versement de la redevance d'usage.

Les ouvrages résultant de l'exécution de l'ensemble contractuel du 26 octobre 1988, construits par la société NC Numéricâble, ont été affectés à un service public et ont fait l'objet d'un aménagement indispensable à l'exécution de missions de service public. Dès lors, ils relèvent du domaine public communal.

A compter de la date de résiliation anticipée du dispositif contractuel précité, la distribution du service de communication audiovisuelle par les éléments du réseau ne constituera plus une activité de service public communal.

Afin de céder en pleine propriété à la société NC Numéricâble les câbles du réseau, il convient de prononcer leur désaffectation, déclassement et leur incorporation au domaine privé de la Commune conformément à l'article L.2141-1 du code général de propriété des personnes publiques.

La Commune reste propriétaire du génie civil relevant de son domaine public qui est susceptible d'être utilisé par l'ensemble des opérateurs de communications électroniques. Ces ouvrages de génie civil seront mis à dispositions de la société NC Numéricâble ou de tout autre opérateur par le biais d'une convention d'occupation du domaine public.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

MET FIN

de manière anticipée au contrat conclu le 26 octobre 1988, relatif à l'établissement et l'exploitation du réseau câblé

PREND ACTE

que la distribution de services de communication audiovisuelle par le réseau câblé ne constituera plus une activité de service public communal et que, de ce fait, ledit réseau ne sera plus affecté à une activité de service public.

CONSTATE

la désaffectation du domaine public de ce réseau.

PRONONCE

en conséquence le déclassement du domaine public de l'ensemble des ouvrages, installations et équipements constitutifs dudit réseau à l'exception des infrastructures de génie civil, et de le céder à la société NC Numéricâble, les infrastructures de génie civil demeurant quant à elles dans le domaine public

CEDE

à la société NC Numéricâble, les éléments du réseau câblé (câbles, armoires et accessoires) à l'exception des infrastructures de génie civil qui reste dans le domaine public conformément au protocole transactionnel et ses annexes, pour un montant de 74 586,00 €.

CONCLUT

une convention aux fins de mettre à disposition de la société NC Numéricâble les ouvrages et installations relevant du domaine public.

APPROUVE

le protocole transactionnel et ses 5 annexes
Eléments financiers (1),
Biens cédés à Numéricâble par la Ville (2),
Biens mis à disposition de Numéricâble par la Ville (3), Convention d'occupation du domaine public (4), Cartographie des éléments constitutifs du Réseau (5)

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer, avec la société NC Numéricâble, le protocole transactionnel ainsi que l'ensemble des documents afférents, et notamment la convention de partenariat et la convention d'enfouissement

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer, avec la société NC Numéricâble, la convention d'occupation du domaine public dont le projet figure en annexe 4.

AUTORISE

le trésorier à faire recette le moment venu sur le budget principal de la ville :

Nature : 775	Fonction : 816	Service : PLANRES
--------------	----------------	-------------------

DECIDE

que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville sous l'imputation

Nature : 2031	Fonction : 816	Service : PLANRES
Nature : 2312	Fonction : 816	Service : PLANRES
Nature : 6156	Fonction : 816	Service : PLANRES

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services
[Signature]
Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Il est proposé de conclure avec la société NC Numéricâble un protocole transactionnel dont le projet est porté en annexe ayant pour principes suivants ; et ce après que la délibération prononçant le déclassement revêt un caractère exécutoire :

- La Commune prendra possession, à la date du 1er août 2015, des ouvrages et équipements constitutifs du réseau,
- La Commune cédera à la société NC Numéricâble, à la date du 1^{er} août 2015 les ouvrages et équipements constitutifs du réseau câblé (câbles, armoires et accessoires) autres que les ouvrages et installations de génie civil,
- La Commune mettra à disposition de NC Numéricâble, à la date du 1er août 2015 les ouvrages et installations de génie civil aux fins d'occupation par l'ensemble des câbles et accessoires appartenant à la Société et constitutifs de son réseau moyennant le paiement par NC Numéricâble d'une redevance annuelle.
- à la signature de la convention, il sera dû par la Société un montant de 30 000 € (trente mille euros au titre d'acompte de redevance correspondant à l'estimation de quatre années de paiement de redevance.

Le dit montant sera soustrait à hauteur de 25 % par an du montant dû annuellement, révisé en fonction de l'évolution de l'indice défini à l'article 5.3 de la présente convention. Et ce, jusqu'à extinction du montant d'acompte.

Le montant annuel de la redevance des quatre premières années ne pourra en aucun cas être inférieur à 25 % du montant dû annuellement. .

a) Fin de la convention, désaffectation et déclassement des Ouvrages constitutifs du réseau câblé

L'ensemble des ouvrages et équipements constitutifs du réseau câblé ont été affectés à un service public et ont fait l'objet d'un aménagement indispensable à l'exécution des missions de ce service public. Ils ont de ce fait, été incorporés dans le domaine public de la commune.

Il convient de décider qu'à compter du 1er août 2015, la distribution de services de communication audiovisuelle par ledit réseau ne constituera plus une activité de service public communal et que, par voie de conséquence, les ouvrages et équipements constitutifs du réseau ne sont plus affectés à une telle activité.

Conformément aux dispositions de l'article L.2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, lesdits ouvrages et équipements devront en conséquence de la cessation d'affectation audit service public local, faire l'objet d'un déclassement formel afin de pouvoir être soustraits de la qualification de biens relevant du domaine public et être incorporés au domaine privé.

Il convient par conséquent de procéder à leur déclassement du domaine public communal et corrélativement à leur incorporation au domaine privé communal à l'exception des infrastructures de génie civil qui demeureront dans le domaine public.

b) Conclusion d'un protocole transactionnel et d'une convention d'occupation du domaine public avec la société NC Numéricâble

Le projet est porté en annexe ayant pour principes suivants ; et ce après que la délibération prononçant le déclassement revêt un caractère exécutoire :

- La Commune prendra possession, à la date du 1er août 2015, des ouvrages et équipements constitutifs du réseau,
- La Commune cédera à la société NC Numéricâble, à la date du 1^{er} août 2015 les ouvrages et équipements constitutifs du réseau câblé (câbles, armoires et accessoires) autres que les ouvrages et installations de génie civil,
- La Commune mettra à disposition de NC Numéricâble, à la date du 1er août 2015 les ouvrages et installations de génie civil aux fins d'occupation par l'ensemble des câbles et accessoires appartenant à la Société et constitutifs de son réseau moyennant le paiement par NC Numéricâble d'une redevance annuelle.
- à la signature de la convention, il sera dû par la Société un montant de 30 000 € (trente mille euros au titre d'acompte de redevance correspondant à l'estimation de quatre années de paiement de redevance.

Le dit montant sera soustrait à hauteur de 25 % par an du montant dû annuellement, révisé en fonction de l'évolution de l'indice défini à l'article 5.3 de la présente convention. Et ce, jusqu'à extinction du montant d'acompte.

Le montant annuel de la redevance des quatre premières années ne pourra en aucun cas être inférieur à 25 % du montant dû annuellement. .

Ces dispositions sont reprises et précisées dans le projet de protocole transactionnel joint en annexe au présent rapport. Ladite annexe inclut cinq annexes listées in fine de celle-ci :

Eléments financiers (1),
Biens cédés à Numéricâble par la Ville (2),
Biens mis à disposition de
Numéricâble par la Ville (3),
Convention d'occupation du domaine public (4),
Cartographie des éléments constitutifs du Réseau (5)



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-169

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

SECURITE

Objet : SYSTEME D'ALERTE ET D'INFORMATION DES POPULATIONS - CONVENTION AVEC L'ETAT ET THAU AGGLO RELATIVE AU RACCORDEMENT DU NOUVEAU RESEAU DE SIRENES

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Michel BODART Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

L'Etat a relancé un appel d'offres national, au terme duquel la société Eiffage Energie est chargée de la remise en route et de la maintenance du système d'alerte et d'information des populations (S.A.I.P.).

La Commune de Sète dispose de huit sirènes installées sur des bâtiments publics : l'Hôtel de Ville, le Sémaphore, la station de pilotage, le théâtre Molière, l'usine à eaux, l'immeuble le Gangui, le lycée Joliot Curie et la Maison de l'Enfant ADPEP.

La Commune de Sète, étant soumise à un Plan de Prévention des Risques Naturels Inondation (P.P.R.I.), est prioritaire pour le raccordement de ces huit sirènes au nouveau réseau.

Les installations existantes ont été contrôlées et testées, entre décembre 2012 et mai 2013. Les opérations de remise en route et de raccordement ont commencé depuis 2014, sur l'ensemble du territoire national, en vue d'une remise en route, probablement au 2^{ème} semestre 2016.

L'Etat va passer une convention avec chacun des propriétaires publics des bâtiments sur lesquels sont installées les sirènes. Cette convention répartit la charge entre l'Etat et le propriétaire avec une règle selon laquelle le propriétaire fournit l'installation électrique, l'Etat se chargeant de la sirène et de son armoire de commande.

Par délibération en date du 17 septembre 2013, D-2013 le Conseil Municipal avait déjà approuvé le projet de convention pour trois sirènes installées sur les bâtiments communaux.

Le présent projet de convention concerne la sirène située sur le Théâtre Molière, propriété de Thau Agglomération. La Ville est invitée à signer la convention, en tant que partie directement concernée au titre de la protection civile des habitants de la Ville.


Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE le projet de convention ci-annexé, avec l'Etat et Thau Agglo, pour le raccordement de la sirène installée sur le Théâtre Molière au Système d'Alerte et d'Information des Populations.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer le projet de convention ci-annexé

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-170

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

URBANISME

Objet : PROGRAMME NATIONAL DE REQUALIFICATION DES QUARTIERS ANCIENS
DEGRADES - AVENANT N° 4

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents: Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La ville de Sète et ses partenaires ont signé le 21 septembre 2011 la convention pluriannuelle pour la mise en œuvre du Programme de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PRQAD) du centre ville de Sète.

Les réalités techniques et financières des opérations incluses dans le programme, rendent nécessaire de faire évoluer ladite convention, notamment pour :

- la prise en compte des difficultés techniques liées à la morphologie des îlots prioritaires St Louis et J. Jaurès conduisant à une majoration du taux de subvention ANRU à 60 % (au lieu des 50% initiaux) ;
- la désignation de la ville comme maître d'ouvrage des acquisitions initiales et des études opérationnelles au sein de ces îlots réalisées dans l'attente de l'attribution de la Concession d'Aménagement PRQAD Centre-ville ;

- la désignation de la SAELIT, attributaire de la Concession d'Aménagement PRQAD centre ville, comme maître d'ouvrage de l'opération « 55 rue Jean Jaurès » intégrée dans l'opération « Ilot Saint Louis et Jean Jaurès – Révolution et Quartier Haut : immeubles diffus » ;
- la désignation de la SAELIT, attributaire de la Concession d'Aménagement PRQAD centre ville, comme maître d'ouvrage de l'opération « secteur diffus remise en activités de commerces » de la famille d'opération « EQUIPEMENTS A FINALITE ECONOMIQUE ». Cet aménageur intervenant sur les immeubles, il est plus à même que la ville d'accompagner les RDC commerciaux de ces immeubles ;
- les fongibilités financières à effectuer entre les opérations *Local associatif Marceau rue Révolution* et *Local associatif 10 rue Marx Dormoy* de la famille d'opérations « EQUIPEMENTS DE PROXIMITE » compte tenu de l'évolution du programme de ces opérations ;
- la réaffectation de crédits à effectuer suite à l'abandon de l'opération *Mission OPCU (Ordonnance, Pilotage et Coordination Urbaine) évaluations AMO* de la famille d'opération « INGENIERIE ET CONDUITE DE PROJET » et la création d'une nouvelle opération *Requalification d'un immeuble complémentaire – Ile Sud : 35 rue Lazare Carnot* dans la famille « REQUALIFICATION D'ILOTS DEGRADES » ;
- le recalibrage de l'opération Révolution et Quartier Haut de la famille « PORTAGE DE LOTS DE COPROPRIETE » ;
- la réaffectation de crédits à effectuer suite à l'abandon de l'opération *Copropriétés en diffus 31 logements* de la famille d'opération « RESIDENTIALISATION » ;
- la création d'une nouvelle opération intitulée *Restructuration d'immeubles rue Pascal* dans la famille d'opération « REQUALIFICATION D'ILOTS DEGRADES » ;
- la mise en conformité de la convention avec les nouvelles dispositions du règlement comptable et financier de l'ANRU approuvé le 20 juin 2011.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

l'avenant national n°4 à la convention pluriannuelle pour la mise en œuvre du Programme de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés du centre ville de Sète et son annexe financière

AUTORISE

Monsieur le Sénateur-maire, ou son représentant, à signer aux côtés de l'ensemble des partenaires cosignataires, l'avenant national de la convention et son annexe financière

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-171

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

URBANISME

Objet : CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT - ZAC OUEST - COMPTE RENDU A LA COLLECTIVITE ANNEE 2014

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents: Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Conformément aux dispositions combinées des articles L1523-2, L1524-3 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et L300-5 du Code de l'Urbanisme, la SA ELIT soumet à l'examen de la commune, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) concernant l'exercice 2014 de l'opération d'aménagement Carrière du Ramassis / ZAC Entrée Ouest.

Il est précisé que la SA ELIT est missionnée en vertu d'une convention Publique d'Aménagement approuvée par le conseil Municipal du 29 janvier 2002 complétée par voie d'avenants n°1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 approuvés respectivement par le conseil municipal des 20 novembre 2003, 14 octobre 2004, 4 octobre 2006, 16 décembre 2008, 2 novembre 2010 et 5 juin 2012 et 3 novembre 2014.

Ce compte rendu Annuel d'Activités à la Collectivité vise à présenter à la Ville de Sète, l'avancement de l'opération en termes administratifs, physiques et financiers, pour lui permettre de

suivre le déroulement de l'opération et de décider des mesures à prendre pour maîtriser son évolution ;

Je vous rappelle la consistance et les objectifs de cette opération confiée à la SA ELIT sur la zone à aménager de 22 hectares environ :

- Habitat sur le site de la Carrière du ramassis
- Habitat et activités économiques sur l'entrée Ouest, (Quartier des Salins)
- Infrastructures routières nécessaires à la viabilisation de la zone et à l'accès Ouest de la Ville.

Les principales décisions administratives prises sur ces opérations sont les suivantes :

ENTREE OUEST - CARRIERE DU RAMASSIS : révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) en Plan Local d'Urbanisme (PLU) le 10 février 2014.

ENTREE OUEST : le conseil municipal du 20 décembre 2005 approuve le bilan de concertation et de révision simplifiée du Plan d'Occupation des Sols.

Le 28 novembre 2006, la commune approuve le dossier de création de la ZAC Entrée Ouest et le 5 janvier 2008 elle approuve le dossier de réalisation.

Par arrêté préfectoral n° 2008-I-2771, en date du 22 octobre 2008, le projet ZAC Entrée Ouest est déclaré d'utilité publique.

Par délibération du 7 juillet 2009, la commune prescrit la modification du POS zone INAB Zac Entrée Ouest dans le but de préciser les hauteurs des bâtiments et d'intégrer la possibilité de recevoir des installations classées. Cette modification est approuvée par délibération du conseil municipal du 2 mars 2010.

Par arrêté préfectoral N° 2010-I-1465, en date du 30 avril 2010, la SA ELIT est autorisée au titre des articles L.214-1 à 6 du Code de l'Environnement à procéder aux travaux d'aménagement de la ZAC Entrée Ouest.

Par délibération du conseil municipal du 7 novembre 2011, la commune approuve la modification simplifiée du POS portant modification du règlement de la zone INAb et la réduction de l'emplacement réservé C22 conformément aux articles R123 – 10 -1 f et R123 – 10 -1 b du code de l'urbanisme.

Par délibération du conseil municipal du 18 décembre 2012, la commune a approuvé le bilan de la concertation / mise en œuvre de la révision du POS en PLU.

Par délibération du conseil municipal du 10 février 2014, la commune a approuvé le Plan Local d'Urbanisme.

Le programme de chacune des opérations comprend notamment :

Pour la CARRIERE DU RAMASSIS :

- le nettoyage de la plateforme,
- La viabilisation des parcelles destinées à recevoir des logements par la requalification du boulevard Grangent (mise en place des réseaux secs et humides, création d'espaces de stationnement et aménagements paysagers).
- L'aménagement du parc boisé dénommé le « Petit bois ».

- L'aménagement du carrefour d'accès programme de logements contigu au chemin d'accès aux Pierres Blanches.

Pour l'ENTREE OUEST – QUARTIER DES SALINS :

Le programme du projet d'aménagement actualisé au 31 décembre 2014 comprend :

- des logements libres et des logements aidés (23%),
- des commerces de proximité en rez-de-chaussée des immeubles en complément d'une surface commerciale de 2 000 m² de surface de plancher comprenant 1 500 m² de surface de vente dont l'enseigne n'est pas définie :
 - ✓ cette dernière permettra une mutualisation des places de parking entre les propriétaires, les locataires et les clients du centre commercial. En cas de besoin la capacité de production de parkings pourra être augmentée par un niveau supplémentaire.
 - ✓ elle sera une locomotive pour l'implantation des commerces en rez-de-chaussée d'immeubles
 - ✓ elle sera un élément essentiel à l'animation du mail central.
 - ✓ elle sera un tampon anti-bruit entre la voie SNCF et les habitants
- Extension d'Ifrermer par le projet Celimer avec des activités et des hébergements étudiants (IUT).
- une résidence de tourisme 4 étoiles
- un local technique municipal.

A la fin de l'année 2014 L'ETAT D'AVANCEMENT DES ETUDES, ACQUISITIONS ET TRAVAUX s'établit comme suit :

CARRIERE DU RAMASSIS :

- La viabilisation des terrains de la Carrière et les travaux de requalification du tronçon du boulevard Grangent sont terminés à l'exception de l'aménagement du carrefour d'accès au programme de logements contigu au chemin d'accès aux Pierres Blanches liés à l'opération SOGI.

Les cessions :

- Les parcelles BS N° 457-458-459 ont été cédées.
- Les parcelles BS 455-456 chemin des Pierres Blanches ont fait l'objet d'un compromis de vente avec le promoteur SOGI le 9 août 2011 dont le permis de construire fait l'objet d'un recours par des copropriétaires.

La sous opération « Carrière du Ramassis » devrait être achevée en 2016.

ENTREE OUEST :

Le démarrage des travaux a eu lieu en juin 2010.

La totalité des travaux de VRD est terminée depuis septembre 2012 à l'exception de l'aménagement des berges, des pontons et de la passerelle, des aménagements paysagers et du revêtement du mail central.

Ces travaux spécifiques seront réalisés en fonction de l'avancement des livraisons des bâtiments des promoteurs.

Le BILAN FINANCIER prévisionnel actualisé de l'opération s'établit comme suit :

CARRIERE DU RAMASSIS :

Le montant des dépenses actualisé est de 8 238 000 € dont 7 787 000 € réalisés au 31 décembre 2014 incluant un excédent d'opération prévisionnel de 4 103 000 € sur lequel la SA ELIT a reversé à la ville de Sète les acomptes suivants :

- Sur l'exercice 2007 : la somme de 3 000 000€
- Sur l'exercice 2009 : la somme de 643 000 €
- Sur l'exercice 2013 : la somme de 158 000 €
- Total.....3 801 000 €**

Le solde de l'excédent soit 302 000 € sera reversé et affecté en fonds de concours à la ZAC Entrée Ouest dès lors que l'acte notarié avec SOGI sera signé et que l'arrêté des comptes de cette sous opération sera approuvé par la ville.

Le montant des recettes actualisé au 31 décembre 2014 est de 8 238 000 K € dont 7 836 000 € réalisés au 31 décembre 2014.

ENTREE OUEST :

Le montant des dépenses actualisé est de 12 542 000 € dont 9 406 000 € réalisés au 31 décembre 2014, soit 75 %.

Le montant des recettes actualisé est de 12 542 000 € dont 8 402 000 € réalisées au 31 décembre 2014 soit 66 %.

LES FINANCEMENTS des opérations s'établissent comme suit :

CARRIERE DU RAMASSIS :

Emprunts :

L'opération avait bénéficié d'un emprunt de 2 000 000 € contracté auprès de la Caisse d'Epargne. La SA Elit a procédé au remboursement anticipé suite à la vente à Kaufman & Broad.

Avances remboursables :

L'opération a bénéficié d'une avance ville au titre de la convention d'avance du 08 février 2002 pour un montant de 91 469,42 € versée par la ville.

La totalité des avances a été remboursée par la SAELIT au 31/12/06.

ENTREE OUEST :

Emprunts :

L'opération bénéficie des emprunts suivants :

- un emprunt d'**un million d'euros** contracté auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon (CELR) en 2009 sur une durée de cinq années (emprunt remboursé)
- un emprunt d'**un million d'euros** contracté auprès de la Caisse Régionale du Crédit Agricole (CRCA) en 2010 sur une durée de cinq années.
- un emprunt d'**un million cinq cent mille euros** contracté auprès de la Société Générale en 2010 sur une durée de cinq années.
- un emprunt d'**un million cinq cent mille euros** contracté auprès du Crédit Maritime en 2010 sur une durée de cinq années.

Soit un total de cinq millions d'euros d'emprunt dont un million a été remboursé. L'ensemble de ces prêts sont garantis à hauteur de 80%, par la Ville, en application de la loi Galland.

Le bilan consolidé annexé montre un besoin de trésorerie à fin 2015 de 1 395 K€ du fait du décalage des ventes initialement prévues en 2015 : Centre Commercial et OPH.
Une ligne de crédit sera donc à mettre en place auprès d'un organisme financier.

Avances remboursables : L'opération a bénéficié d'une avance ville au titre de la convention du 08 février 2002 et de ses avenants 1 et 2 d'un montant de 313 530.58 €uros.
Au 31 décembre 2008, la SA ELIT a remboursé la totalité de cette avance.

Fond de Concours : L'opération bénéficiera d'un fond de concours de l'opération du Ramassis d'un montant de 302 000 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

- | | |
|------------------------|---|
| <u>APPROUVE</u> | le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2014 de l'opération Carrière du Ramassis / Entrée Ouest. |
| <u>APPROUVE</u> | la liste des cessions et acquisitions de l'exercice 2014. |
| <u>APPROUVE</u> | le bilan prévisionnel actualisé des activités de la SA Elit et le plan de trésorerie actualisé annexé. |

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 32 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-172

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

URBANISME

Objet : CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT - ZAC OUEST - AVENANT N° 8

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents: Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération du conseil municipal en date du 29 Janvier 2002 et par convention publique d'aménagement en date du 8 février 2002, la commune de Sète a confié à la SA ELIT l'opération d'aménagement multi sites « Carrière du Ramassis /Entrée Ouest» comprenant la réalisation

- de logements libres et des logements aidés (23%),
- de commerces de proximité en rez-de-chaussée des immeubles en complément d'une surface commerciale de 2 000 m² dont l'enseigne n'est pas définie :
 - ✓ cette dernière permettra une mutualisation des places de parking entre les propriétaires, les locataires et les clients du centre commercial. En cas de besoin la capacité de production de parkings pourra être augmentée par un niveau supplémentaire.
 - ✓ elle sera une locomotive pour l'implantation des commerces en rez-de-chaussée d'immeubles
 - ✓ elle sera un élément essentiel à l'animation du mail central.
 - ✓ elle sera un tampon anti-bruit entre la voie SNCF et les habitants

- Extension d'Ifremer par le projet Celimer avec des activités et des hébergements étudiants (IUT).
- d'une résidence de tourisme 4 étoiles
- d'un local technique municipal.

Parmi l'ensemble des avenants au contrat d'aménagement qui ont, par la suite, été pris, certains recouvrent une importance particulière.

Par avenant 1 approuvé par délibération du Conseil Municipal du 20 novembre 2003, reçue en préfecture de l'Hérault le 2 décembre 2003, il a été décidé de mettre en cohérence les modalités de rémunération de la société avec la mission effectuée sur le terrain et d'apporter des ajustements à l'article 20.

Par avenant 2 approuvé par délibération du Conseil Municipal du 14 octobre 2004, reçue en préfecture de l'Hérault le 25 octobre 2004, il a été décidé de retirer à la SA ELIT la délégation de droit de préemption.

Par avenant 3 approuvé par délibération du Conseil Municipal du 4 octobre 2006, reçue en préfecture de l'Hérault le 11 octobre 2006, il a été décidé d'associer la SA ELIT à la révision du P.O.S.

Par avenant 4, tout d'abord, adopté par délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2008, reçue en préfecture de l'Hérault le 23 décembre 2006, la commune a approuvé la prorogation de la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2014.

L'avenant n° 5 ensuite, adopté par délibération du Conseil Municipal en date du 2 novembre 2010, reçue en préfecture de l'Hérault le 18 novembre 2010 a prorogé la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2016.

L'avenant n°6 ensuite, adopté par délibération du conseil municipal du 05 juin 2012 et reçue en préfecture de l'Hérault le 20 juin 2012, qui a modifié l'article 20 de ce contrat en intégrant, à titre principal, des modalités d'intervention de l'aménageur dans le cadre de la modification ou la révision du POS.

L'avenant n°7 enfin adopté par délibération du conseil municipal du 3 novembre 2014 a modifié l'article 20 - II alinéa 3 en ce qui concerne les modalités de versement de la rémunération aménageur.

Le planning de réalisation de la ZAC Ouest a été confronté, tout d'abord, à un fort ralentissement du marché de la promotion immobilière rendant la commercialisation des unités foncières très difficile.

Ce phénomène trouve son origine dans la crise financière de 2008 dont les effets se sont faits sentir jusqu'en 2014 (*difficultés d'accès au crédit pour les promoteurs immobiliers*) mais également dans les réformes successives effectuées par l'Etat avec en particulier les dispositifs de la loi DUFLOT et de la loi PINEL.

Cette situation a poussé les acteurs économiques de la promotion immobilière vers une position attentiste qui s'est traduite au plan de la commercialisation de la ZAC par un déficit de prospects.

Par ailleurs, le report des cessions de charges foncières a entraîné la modification du calendrier de réalisation des travaux d'aménagement et de finition de voiries et espaces verts, lesquels sont conditionnés au démarrage et à l'achèvement des programmes immobiliers sur l'ensemble des îlots.

C'est la conjonction de ces deux éléments extérieurs aux parties qui laissent présager une impossibilité d'achèvement de l'opération d'aménagement à la date du 31 décembre 2016.

Aussi, afin de ne pas affecter le bon déroulement de l'opération d'aménagement et des engagements qui seront par l'aménageur tant au niveau des entreprises de travaux que des acquéreurs potentiels de lots qui pourraient être remise en cause par une expiration trop rapide de la concession d'aménagement, il est donc proposé d'en proroger dès à présent la durée jusqu'à l'achèvement de la ZAC que nous estimons au 31 décembre 2018 et ce comme l'autorise l'article 5 de la convention publique d'aménagement.

C'est donc, dans ce contexte, que la modification du contrat de concession du 29 janvier 2002 et en particulier de son article 5 alinéa 2 s'envisage :

L'article 5 alinéa 2- Date d'effet et durée de la convention publique d'aménagement-est désormais rédigé comme suit :

« Sa durée expirera le 31 décembre 2018 La convention publique d'aménagement pourra être prorogée en cas d'inachèvement de l'opération.

A cette fin, les parties concluront un avenant de prorogation, exécutoire dans les conditions ci-dessus ».

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

l'avenant n° 8 à la concession d'aménagement du 29 janvier 2002 passé avec la SA Elit qui fixe désormais son terme au 31/12/2018

AUTORISE

le Maire ou son représentant à signer tous les documents consécutifs à la mise en œuvre de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 32 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Ea Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-173

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

URBANISME

Objet : CONCESSION D'AMENAGEMENT - ZAC EST - NOTE DE CONJONCTURE

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents: Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

La présente note de conjoncture vise à présenter à la Commune de SETE, une description de l'avancement de l'opération en termes administratifs et financiers pour lui permettre de suivre le déroulement de l'opération et de décider des mesures à prendre pour maîtriser son évolution.

En effet, le projet ayant fait l'objet d'un dossier de réalisation en date du 22.06.2010 ne peut être tenu au niveau financier dans un contexte économique et immobilier dégradé.

Toutefois il y a un réel intérêt à garder le cadre juridique de cette ZAC puisque le dossier de création approuvé par délibération du Conseil Municipal le 20 Octobre 2005 et reçue en Préfecture de l'Hérault le 28 octobre 2005 est toujours valable. C'est dans ce cadre qu'il a été demandé à l'architecte coordinateur de la ZAC en liaison avec les services de la ville et de Thau Agglo de proposer un nouveau projet.

Ce dernier devrait être composé de trois phases :

- La partie Ouest, avenue Maréchal Juin dont la réalisation se fera au fil du temps dans la continuité de l'Etap Hotel et de la Villa d'Este avec une implantation des façades à 27 mètres de l'alignement Nord opposé.

- La partie centrale, d'une emprise de 5 hectares constituée principalement de 3 unités foncières privées développant 58 000 m² correspondant à une capacité d'accueil de l'ordre de 500/600 logements.
- La partie Est dédiée à des installations d'activités économiques compatibles avec le traitement d'une entrée de ville.

Le planning prévisionnel des études est le suivant pour l'année 2015 :

- Nouveau dossier de réalisation comprenant l'étude d'impact, le bilan de l'opération, le régime des participations et le programme des équipements publics.
- Parallèlement, modification du PLU pour supprimer notamment l'emplacement réservé lié à la voie d'entrée centrale initialement prévue.
- Enfin, un dossier de DUP devra compléter le dispositif opérationnel.

Le programme global des constructions à édifier sur la zone devrait porter sur 96.000 m² de SP. Ce nouveau programme en cours d'établissement sera affiné au cours de l'exercice 2015 et devra comporter pour la partie logements 25 % de logements sociaux

Au 30 juin 2015 l'état d'avancement des études, acquisitions et travaux traduit dans le bilan de l'opération actualisé s'établit comme suit :

Le montant des dépenses actualisées est de 7 013 066,32 € HT dont 5 182 572,19 € HT d'acquisition d'opportunité.

Le montant des recettes et des cessions actualisées est de 3 623 649,97 € HT.

LES FINANCEMENTS de l'opération s'établissent comme suit :

La SAELIT bénéficie d'une avance financière de 4 000 000 € conformément à la délibération du conseil municipal du 13 décembre 2011, reçue en préfecture le 20 décembre 2011, sur les exercices 2012 à 2016. Cette avance est remboursée annuellement et porte intérêts au profit de la Ville de Sète aux taux bancaires accordés par les établissements financiers à la collectivité pour l'opération ZAC ENTREE EST à compter de l'exercice 2012.

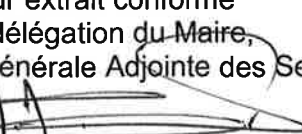
Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE la présente note de conjoncture portant sur la situation financière de l'opération au 30 juin 2015

APPROUVE l'état des dépenses et des recettes et cessions au 30 juin 2015 (bilan de l'opération au 30/06/2015)

APPROUVE la liste en annexe des acquisitions/évictions et des cessions au 30 juin 2015

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 32 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU


La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-174

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

URBANISME

Objet : SOCIETE HERAULT AMENAGEMENT - RAPPORT D'ACTIVITE 2014

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents: Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Comme chaque année, Hérault Aménagement, transmet à la ville de Sète, représentée à l'Assemblée Spéciale des Communes Actionnaires, son rapport d'activité et ses résultats comptables pour l'exercice social clos le 31 décembre 2014, lesquels sont soumis au Conseil Municipal en application des dispositions de l'article L 1524-5 du CGCT.

En 2014, Hérault Aménagement est intervenu dans les domaines de l'aménagement et des équipements du territoire.

En 2014, cette activité a pu se caractériser par la conduite de 35 projets, dont 4 nouveaux et 31 en cours de réalisation, représentant un montant d'investissement de 16 341 K € dont certaines villes de la communauté d'agglomération du Bassin de Thau en sont bénéficiaires :

Balaruc les Bains, Frontignan, Marseillan et Vic la Gardiole.

La répartition et le détail de ces projets sont précisés au rapport en annexe de la présente délibération et n'appellent aucune remarque.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

EMET un avis favorable sur le rapport d'activité de la Société d'économie mixte « HERAULT AMENAGEMENT » communiqué pour l'année 2014, et annexé à la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
POUR : 8 – NE PARTICIPE PAS AU VOTE : 32
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services




Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-175

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : FIBRE OPTIQUE - CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
PORTUAIRE NON CONSTITUTIVE DE DROITS REELS AU PROFIT DE LA
COMMUNE

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents: Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne DAMBIELLE - MOSLER Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

La ville de Sète a installé pour ces besoins de déploiement numérique des fourreaux enterrés traversant deux canaux propriété du domaine public portuaire:

- Entre le quai d'Orient et la quai de la République ;
- Le canal de la Peyrade.

Afin de régulariser cette occupation, une convention d'occupation temporaire du domaine public portuaire a été formalisée dont les caractéristiques essentielles sont les suivantes :

- Durée : à compter de la signature jusqu'au 31 décembre 2040 ;
- Domaine concerné : 200ml Entre le quai d'Orient et la quai de la République ; ainsi que 41ml traversant le canal de la Peyrade.
- Redevance : 1€ par mètre linéaire.

Les parties ont convenues d'effectuer une compensation entre les sommes dues au titre de l'occupation du domaine public portuaire pour ces 241ml, et l'occupation par Port Sud de France de ces 241ml de fourreaux pour l'installation de sa fibre optique au titre d'une autre convention conclue séparément entre les parties.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte les termes de la convention relative à la mise à disposition d'infrastructures de communications électroniques au bénéfice de la ville de SETE,

Autorise le Maire ou son représentant à signer cette convention ainsi que tous les documents s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-176

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : FIBRE OPTIQUE - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL NON CONSTITUTIVES DE DROITS REELS AU PROFIT DE PORT SUD DE FRANCE

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents: Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne DAMBIELLE - MOSLER Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

L'Etablissement Public Régional Port sud de France a souhaité mettre en œuvre une interconnexion numérique entre ces différents sites.

De son côté, la ville de Sète est propriétaire d'infrastructure passives de communications électroniques sur son domaine public.

Les deux parties se sont rapprochées afin de définir les modalités techniques et financières à la réalisation de ce projet qui sont matérialisées dans la convention que je vous sou mets dont les caractéristiques essentielles sont les suivantes :

- Durée : à compter de la signature jusqu'au 31 décembre 2040 ;
- Domaine concerné :
 1. 2336 ml de fourreau existant appartenant à la collectivité et situé sur son domaine public.

2. Au-delà des installations existantes, la ville de Sète autorise Port Sud de France à procéder à la création de nouvelles installations souterraines sur le domaine public communal afin d'assurer la connexion en fibre optique entre ses différents sites. Ces nouvelles installations seront alors remises par Port Sud de France à la ville de Sète qui les intégrera à son patrimoine et en deviendra le propriétaire exclusif. A ce jour, ces nouvelles installations sont constituées de 474ml de fourreau.
- Redevance : 1€ par mètre linéaire.

Toutefois, Port Sud de France prenant en charge le coût des nouvelles installations pour un montant de 42 719 euros HT pour 474 ml de fourreau créé, les parties ont convenues de considérer cette participation de l'établissement Public Régional comme une avance sur redevance et d'effectuer une compensation entre cette somme avancée et la redevance due au titre des présentes.


Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte les termes de la convention d'occupation du domaine public communal non constitutive de droits réels consentis par la ville de Sète au profit l'Etablissement Public régional relative à la mise à disposition d'infrastructures de communications électroniques,

Autorise le Sénateur-maire ou son représentant à signer cette convention ainsi que tous les documents s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-177

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : VENTE DE LA PARCELLE CADASTREE AO N° 681 SISE 10 AVENUE MARX DORMOY ET RUE DU MAIRE AUSSENAC A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents: Emile ANFOSSO, Sébastien PACULL, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La Ville de SETE est propriétaire de la parcelle cadastrée section AO n°681 sise 10 avenue Marx Dormoy et rue Maire Aussenac d'une superficie de 1 365 m² sur laquelle sont édifiées des constructions pour une surface utile de 476 m² environ :

la 1^{ère} élevée sur 2 étages appelée Maison des Syndicats ; la 2^{ème} accueillant des bureaux communaux.

Existent également un préfabriqué à usage de salle de réunion et un petit local d'accueil des retraités.

Dans le cadre de la convention Ville/ANRU (2011 – 2017), il est prévu de réaliser des logements locatifs sociaux ainsi que des équipements publics sur la parcelle.

L'Office Public de l'Habitat a sollicité l'acquisition de la parcelle précitée pour y réaliser la construction de 24 logements locatifs sociaux, des locaux à usage associatif ou destinés aux collectivités territoriales, et la réhabilitation extérieure du bâtiment « Maison des Syndicats ».

Les services de France Domaine consultés ont procédé à l'évaluation de la Maison des Syndicats uniquement, les autres locaux devant être ultérieurement démolis car ils correspondent à la future emprise de la résidence de 24 logements sociaux.

La valeur vénale a été fixée à 390 000 € net, hors frais de démolition avec une marge de négociation de +/- 10%.

Un accord est intervenu sur la base de la valeur fixée par France Domaine soit 390 000 €.

Un compromis de vente d'une durée de 12 mois devra être établi mentionnant les conditions suspensives suivantes :

- Accord de THAU AGGLO et/ou de la Ville, pour une subvention "surcharge foncière de 200 000 €
- Accord de l'ANRU pour une subvention au titre du PRQAD
- Obtention du permis de construire purgé de tout recours
- Obtention des financements de droit commun (THAU AGGLO, Conseil Régional, Conseil Départemental, prêts CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS)

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

AUTORISE la vente de la parcelle cadastrée Section AO n°681 à L'Office Public de l'Habitat de Sète au prix de 390 000 €

AUTORISE Le Maire ou son représentant à signer tous les actes et documents se rapportant à cette délibération,

AUTORISE Monsieur le Trésorier Municipal à faire recette le moment venu du produit de cette cession, recette qui sera inscrite au Budget

Sous l'imputation :

Nature : 775

Fonction : 020

Service : PAT

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 30 VOIX POUR, ABSTENTION : 8.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-178

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

URBANISME

Objet : VENTE DES PARCELLES CADASTREES BT212, BT12P ET BT23P A ERDF

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents: Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La Ville de SETE a engagé une opération d'aménagement de type Zone d'Aménagement Concertée sur des terrains situés à l'Ouest de la Ville entre la ZAC Villeroy et le rond-point du Vignerai.

Par convention publique d'aménagement approuvée par délibération du Conseil Municipal du 29 janvier 2002, la Ville de SETE a confié l'aménagement de l'entrée ouest de la Ville à la SA Elit.

L'assiette foncière de la Zone d'Aménagement Concertée Ouest était en quasi totalité constituée de terrains maîtrisés par la commune de Sète, lesquels ont été cédés à valeur d'1 € à la SA ELIT, désignée aménageur de cette ZAC .

ERDF disposait dans le périmètre de la ZAC Ouest d'une réserve foncière (parcelle BT 284) de 4030 m2 de superficie, destinée à l'installation éventuelle d'un second poste source.

La localisation de cette parcelle n'étant pas compatible avec l'organisation du Plan d'aménagement de la ZAC, un échange avec le lot n°15 détenu par l'aménageur de la ZAC, a été négocié avec ERDF.

Ce lot n°15 d'une superficie de 5 027 m² est affecté d'un Emplacement Réservé au Plan Local d'Urbanisme n°19 pour la création d'une voie, sur 746 m² d'emprise.

Le protocole transactionnel d'échange foncier conclu entre la commune, ERDF et la SA ELIT a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 20 mars 2010 et signé le 12 mai 2010 ; il prévoyait les modalités de cet échange en 2 phases :

En phase transitoire, l'échange portait sur le lot n° 15 de la ZAC destiné dans le programme de construction à l'installation d'une déchetterie, et dont la valeur estimée par les services fiscaux à 22 600 € était équivalente à celle de la parcelle BT 284.

En phase définitive, la Ville s'engageait à proposer un terrain d'échange définitif équivalent au lot n°15, dans un délai de 5 ans courant de la date de signature du protocole.

L'installation d'un éventuel poste source supplémentaire est toujours d'actualité pour ERDF en fonction des besoins électriques de la commune à l'horizon 2035.

Outre sa localisation à l'ouest proche de l'urbanisation, le terrain doit présenter des caractéristiques dimensionnelles et de surface, d'accès pour camions poids lourds, et une constructibilité réglementaire correspondant à cet équipement.

La commune est propriétaire des parcelles BT 212, BT 12 et BT 23 situées entre la voie ferrée et le chemin du château de Villeroy, classée en zone Ng du Plu qui autorise l'occupation d'un équipement d'intérêt général, et qui présente les caractéristiques recherchées .

Après une étude de capacité sur ces parcelles, les services d'ERDF se sont prononcés favorablement pour une emprise de 5342 m² par courrier du 26 novembre 2014 sous réserve que le chemin d'accès au poste soit aménagé par la Ville afin de permettre l'accès aux transports lourds et que le terrain soit libéré et rendu en état au moment de la création du poste.

Après délimitation par géomètre présente une surface de 5 342 m², conformément au plan de division joint. Les surcouts techniques liés à la desserte notamment resteront à la charge de la commune.

Ces parcelles qui constituaient pour partie le terrain de bi-cross municipal appartiennent au domaine public communal. Or, l'activité de bi-cross ayant cessé depuis de nombreuses années, ces parcelles ne sont plus affectées de fait à un service public.

En vertu de l'article 2141-1 du CGPPP, il convient après avoir constaté préalablement la désaffectation de ces biens, de prononcer leur déclassement qui constatera la sortie du domaine public communal.

Antérieurement à la cession devant intervenir entre la Ville et ERDF concernant les parcelles précitées, ERDF aura cédé à la SA Elit le lot n°15 de la ZAC Ouest.

La SA ELIT confirme son accord sur cette transaction par courrier de son directeur en date du 27 novembre 2014.

La réalisation du poste source n'étant pas envisagée avant une vingtaine d'année, ERDF s'engage dans le cadre d'un contrat administratif, à la mise à disposition du terrain à la commune qui en assurera l'entretien, avec la condition de le libérer de toute installation pour les besoins de l'opération du poste source.

Les services de France Domaine consultés ont estimé la valeur vénale de cette parcelle à 4 400€.

Après accord entre les parties, la cession interviendra sur la base de 4 400 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

CONSTATE la désaffectation des parcelles BT 212, 12P et 23 P

PRONONCE le déclassement du domaine public communal des parcelles précitées

APPROUVE La cession par la commune de Sète d'un terrain d'une superficie de 5342m², délimité sur les parcelles BT 212, BT12p et BT 23p, à ERDF, pour un montant de 4 400€.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte de cession.

AUTORISE Monsieur le Trésorier Municipal à faire recette le moment venu sous l'imputation

Nature : 775

Fonction : 020

Service : PAT

AUTORISE Monsieur le maire ou l'élue délégué à signer le contrat administratif de mise à disposition par ERDF du terrain cédé .

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 32 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-179

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTREE AP 433 DE MONSIEUR PHILIPPE GINOUVES

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents: Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La Ville de SETE propriétaire du chemin des Monte aux Cieus avait conclu par acte en date du 05 novembre 1976, un échange de terrains situés chemin des Monte aux Cieus avec feu Monsieur Henri GINOUVES.

Cet acte prévoyait que Monsieur GINOUVES s'engageait à prendre en charge les travaux de reconstruction des murs de clôture au nouvel alignement à ses frais exclusifs sous la surveillance de la commune. Cet alignement permettrait en outre une meilleure accessibilité pour les services de défense incendie à tout secteur de Saint Clair fortement boisé.

A défaut de demande d'exécution des travaux par la Ville dans les 30 ans ayant suivi l'acte d'échange, les obligations à la charge de Monsieur GINOUVES ont été prescrites.

Toutefois le fils de ce dernier, Monsieur Philippe GINOUVES, a accepté de procéder aux travaux de reconstruction des murs de clôture en pierres sèches et de reprendre à son compte les obligations

de son père, sous réserve que la Ville assume la prise en charge des frais de notaire évalués à 1150 € environ.

Or, en raison d'une erreur d'implantation du mur de clôture édifié par le propriétaire de la parcelle cadastrée section AP n°211, il a été nécessaire de déplacer la limite de la parcelle située en face de la parcelle cadastrée section AP n°432 afin de compenser la différence de surface et conserver une largeur de chemin permettant l'accès aux services de secours.

Dans le cadre des futures régularisations, un accord est intervenu entre la Ville de SETE et Monsieur Philippe GINOUVES qui cède à l'euro symbolique la parcelle cadastrée AP n°433 d'une surface de 35m². Ainsi l'accès aux services de secours et d'incendie sera possible sur une zone qui jusqu'alors ne pouvait être desservie.

Les services de France Domaine consultés ont estimé la valeur vénale à 14 000 € soit 400 € le m².

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE l'acquisition de la parcelle section AP n°433 à l'euro symbolique

AUTORISE le Sénateur-maire ou l'élu délégué à signer tous les actes nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville sous l'imputation
Nature 2111 Fonction 020 Service : PAT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-180

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 JUILLET 2015

SPORTS

**Objet : ASSOCIATION NATIONALE DES ELUS EN CHARGE DU SPORT (ANDES) -
ADHESION DE LA COMMUNE**

L'an deux mille quinze et le 27 juillet, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Hervé MERZ donne pouvoir à Rudy LLANOS, Sébastien PACULL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Vincent SABATIER donne pouvoir à Romain FERRARA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents: Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard CASTAN Adjoint s'exprime en ces termes :

L'Association Nationale des Elus en charge du Sport (ANDES), reconnue par l'Association des Maires de France, a pour mission première de soutenir au quotidien les élus dans l'élaboration de leur politique sportive.

Les buts définis par cette association regroupant l'ensemble des élus en charge du sport, sont de nature à aider et promouvoir les échanges entre communes dans un souci de bonne gestion et de partage des expériences en matière d'investissement et de fonctionnement.

Les objectifs principaux de l'association sont :

- 1/ De resserrer les liens et de renforcer les échanges entre les communes par l'intermédiaire de leurs élus chargés des sports et de l'animation sportive, afin de favoriser le partage des expériences en matière de développement des activités sportives sur le plan communal, départemental, régionale et national.

- 2/ D'assurer la défense des intérêts matériels et moraux, tant collectifs qu'individuels, de ses membres en toute matière relative aux activités et infrastructures sportives, y compris par voie d'action ou d'intervention en justice.

- 3/ D'assurer la représentation collective de ses membres auprès de l'Etat, du mouvement sportif, des organismes d'aménagement des normes des équipements sportifs et d'homologation des enceintes sportives et de sécurité des manifestations sportives.

- 4/ De constituer un organe de réflexion consultatif en matière de gestion, d'organisation des activités physiques et sportives, de concertation et négociation avec tous les organismes ayant une influence sur la vie sportive communale.

Aussi, dans le cadre du développement du sport dans la cité, il convient de faire adhérer notre collectivité à l'association ANDES. Ainsi la collectivité bénéficiera de l'accès à un réseau d'échange de plus de 3 500 Villes sportives, de conseils techniques et juridiques, de la participation à des réunions thématiques et de l'appartenance à une structure nationale qui travaille avec les institutions dirigeantes du sport en France.

Le montant annuel des cotisations fixé en fonction du nombre d'habitants est le suivant :

Communes à compter du 1 janvier 2015 :

- Moins de 1 000 habitants 52 €
- De 1 000 à 4 999 habitants : 104 €
- De 5 000 à 19 999 habitants : 220 €
- De 20 000 à 49 999 habitants : 440 €
- De 50 000 à 99 999 habitants : 880 €
- Plus de 100 000 habitants : 1650 €

Conformément au dernier recensement de la population, la commune se situant au sein de la strate de 20 000 à 49 999 habitants, la cotisation annuelle pour 2015 s'élève à 440 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

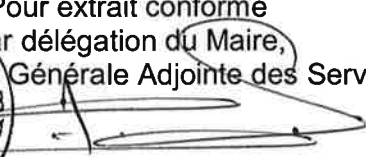
APPROUVE l'adhésion de la Ville à l'association ANDES


AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tous documents se rapportant à la présente délibération

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet
Nature : 6281 Fonction : 414 Service : SPORT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
la Directrice Générale Adjointe des Services
Secrétariat Général

Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.